



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Février 2022

## LE RÉGIME MILICIEN IRANIEN EN IRAK

### LES MILICES CHIITES PRO-IRANIENNES À LA CONQUÊTE DE L'ÉTAT

**Dr Arthur Quesnay**

*Paris-1, Panthéon-Sorbonne, CESSP*

ÉTUDE – n° 92



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## LE RÉGIME MILICIEU IRANIEN EN IRAK

### LES MILICES CHIITES PRO-IRANIENNES À LA CONQUÊTE DE L'ÉTAT

**Dr Arthur Quesnay**

*Paris-1, Panthéon-Sorbonne, CESSP*

#### **Pour citer cette étude**

Arthur Quesnay, *Le régime milicien iranien en Irak – Les milices chiïtes pro-iraniennes à la conquête de l'État*, Étude 92, IRSEM, février 2022.

#### **Dépôt légal**

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155524-2

## DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

91. *Facing a pandemic: African armies and the fight against COVID-19*  
Anne-Laure MAHÉ and Nina WILÉN (eds)
90. *L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection*  
Michael SHURKIN
89. *Observatoire de la génération Z*  
Anne MUXEL
88. *Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre*  
Camille BOUTRON
87. *Les Groupes djihadistes au Sahel : Une communication globale à l'épreuve des réalités locales*  
Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS
86. *Defence cooperation in the 21<sup>st</sup> century*  
Camille MOREL & Friederike RICHTER (eds)
85. *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*  
Éric FRÉCON
84. *Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets*  
Cécile FAUCONNET
83. *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle en Afrique subsaharienne francophone*  
Maxime AUDINET
82. *L'Enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : Les États-Unis à l'heure du choix*  
Pierre BOURGOIS

## ÉQUIPE

### Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

### Directrice adjointe

Marjorie VANBAELINGHEM

### Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

### Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

### Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



*AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.*

© 2022 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

## PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

## BIOGRAPHIE

Arthur Quesnay est docteur en science politique et affilié à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne. Il vit en Irak depuis 2009 et travaille sur l'insurrection syrienne depuis 2012. Il a notamment publié *La guerre civile irakienne. Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk* (éditions Karthala, juin 2021) et co-publié avec Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, *Syrie, anatomie d'une guerre civile* (CNRS éditions, 2016).

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.
- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.
- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

# SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
MÉTHODOLOGIE.....	13
INTRODUCTION.....	15
La montée en puissance des élites miliciennes pro-iraniennes.....	15
Les défis du passage au politique des groupes pro-iraniens.....	19
I. LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GROUPES PRO-IRANIENS DANS LA GUERRE CONTRE LE GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE.....	25
L'étatisation des groupes armés .....	25
Le renforcement du capital militaire des milices .....	29
La diversification des appareils miliciens .....	31
Marginaliser les forces occidentales .....	34
II. LA MONTÉE D'UNE NOUVELLE ÉLITE MILICIENNE.....	39
Différentes trajectoires d'ascension et d'organisation .....	39
La compétition intermilicienne .....	42
Une difficulté à structurer une stratégie nationale.....	44
III. LA DÉRIVE DES FIEFS MILICIENS.....	49
Le renforcement des fiefs miliciens .....	49
Le manque d'encadrement, un problème structurel du système milicien.....	51
IV. UN RAPPORT RÉPRESSIF À LA POPULATION.....	55
Fragmentation et compétitions intermiliciennes.....	55
Accaparement et accumulation des ressources .....	61
Un rapport violent à la population.....	64
V. LE RETOUR DU GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE.....	67
L'inefficacité de la lutte contre le groupe État islamique.....	67
Le retour du groupe État islamique accéléré par les conflits sociaux .....	71
CONCLUSION.....	75

## RÉSUMÉ

Depuis 2003, la guerre civile irakienne peine à se stabiliser sous l'action des organisations politiques, créant une dynamique de crises à répétition exacerbée par les ingérences étrangères, notamment iranienne. Le principal facteur de ces conflits est politique, les partis irakiens jouent un rôle déterminant dans la guerre civile, instrumentalisant les soutiens internationaux pour s'ancrer dans l'État et s'imposer à la population. Dans ce contexte, la guerre contre le groupe État islamique (2014-2017) a permis la montée en puissance des groupes paramilitaires pro-iraniens qui tentent d'imposer un nouvel ordre politique. Cependant, plusieurs défis se posent à leur ambition hégémonique, en particulier leurs revers électoraux, la difficulté à produire de la gouvernance et l'hostilité croissante de la population.

## MÉTHODOLOGIE

Cette étude est fondée sur plus de dix ans de recherche en Irak, en particulier de nombreux terrains auprès des groupes miliciens dans les gouvernorats de Diyala, Salahaddin, Kirkouk et Ninive depuis 2014. Étant installé à Bagdad, l'accès privilégié à différents secteurs de l'État, auprès des groupes armés et de la société nous permet une observation directe de la montée en force des groupes miliciens pro-iraniens. À partir d'une méthodologie qualitative du conflit irakien, nous étudions les modes d'action des organisations politiques. Cela nous permet de sortir d'une lecture purement communautaire ou géostratégique et d'analyser le fonctionnement concret du système politique en faisant l'hypothèse du rôle déterminant des appareils partisans, principaux producteurs de violences et intermédiaires obligés entre la population et les institutions étatiques.



## INTRODUCTION

En 2017, la défaite du califat du groupe État islamique (EI) permet un retour de l'État sur une large partie du territoire irakien par un processus de décharge vers des réseaux miliciens soutenus par l'Iran. La fin officielle des combats marque l'entrée des groupes miliciens dans le jeu politique national et au sein de l'appareil étatique au nom de la défense d'un nouvel ordre politique visant à stabiliser le pays. Cette étude interroge la construction de cet ordre politique en s'intéressant aux modalités de formation des élites miliciennes pro-iraniennes qui le portent et à leur tentative de production de modes de gouvernance. Ce travail nous permet d'analyser le fonctionnement des groupes miliciens, leur stratégie de conquête de l'État et leur capacité de coordination pour imposer un nouvel ordre politique en Irak.

### LA MONTÉE EN PUISSANCE DES ÉLITES MILICIENNES PRO-IRANIENNES

Les élites miliciennes pro-iraniennes représentent une coalition d'acteurs politico-militaires aux profils sociaux et aux modes d'organisation hétérogènes. Les fondateurs du modèle milicien pro-iranien en Irak sont les brigades Badr. Créées en Iran en 1982, les brigades Badr, dirigées par Hadi al-Ameri, représentent la plus puissante milice irakienne<sup>1</sup>. Elles participent à la guerre contre l'Irak et sont le fer de lance de l'influence iranienne. À partir de 2003, les Gardiens de la révolution (*Sepah-e Pasdaran*)

---

1. Ancien ministre des Transports et chef des brigades Badr, Hadi al-Ameri est né en Irak en 1954. Réfugié en Iran où il participe à l'organisation des opérations militaires contre le régime de Saddam Hussein, il revient en Irak en 2003. L'Organisation Badr est fondée en Iran en 1982 par le régime iranien et constitue alors la branche militaire du Conseil suprême de la révolution islamique. Elle participe à la guerre contre le régime de Saddam Hussein et s'installe en Irak en 2003. En 2009, elle se constitue en parti politique tout en continuant à disposer de sa branche armée. Durant la guerre contre le groupe EI, les brigades Badr constituent la principale force de la Mobilisation populaire.

et les brigades Badr mettent en place une chaîne de commandement centralisée qui leur permet de développer en Irak un répertoire d'action et de mobilisation calqué sur le modèle Bassidji iranien<sup>2</sup> : des bureaux de formations idéologiques, dont l'influence passe notamment par des cérémonies de prise d'armes et des cours de religion pour les jeunes, des comités de propagande, des associations de bienfaisance, des aides aux familles des militants. L'importance de l'influence iranienne au sein des structures miliciennes s'accompagne d'une étroite collaboration des conseillers iraniens avec les responsables miliciens locaux, souvent passés par un exil iranien. De plus, les brigades Badr participent activement à la construction du nouveau pouvoir, notamment *via* le processus de débaathification qu'elles utilisent pour détruire l'élite de l'ancien régime et restructurer les forces de sécurité. De cette manière, l'Iran développe un État profond<sup>3</sup>, soit des réseaux sécuritaires au sein même de l'État afin de limiter l'influence américaine et mettre le pays sous contrôle. À ce titre, elles contrôlent le ministère de l'Intérieur et utilisent jusqu'à aujourd'hui les ressources de l'État dans une lutte sans merci contre leurs opposants. En particulier, la guerre contre l'armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr, défaite en 2008, la guerre contre le groupe EI et la répression des mouvements de protestation pacifiques depuis 2019 permettent aux brigades Badr de s'imposer comme la principale force armée para-étatique.

2. Sur l'importance du modèle Bassidji dans la culture populaire, mais aussi militaire iranienne, voir F. Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji », *Cultures & Conflits*, 29-30:1-2, 1998 ; sur la transformation de ce modèle militaire dans les guerres irrégulières, voir Pierre Pahlavi, « Guerre irrégulière et analyse institutionnelle. Le cas de la stratégie asymétrique des Gardiens de la révolution en Iran », *Érudit, Études internationales*, 42:4, décembre 2011, p. 447-560. L'expansion de ce modèle en Syrie est encore mal étudiée, mais de nombreux rapports témoignent de ce phénomène (Phillip Smyth, *Iran Is Outpacing Assad for Control of Syria's Shia Militias*, Washington, D.C., The Washington Institute, 2018, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/iran-is-outpacing-assad-for-control-of-syrias-shia-militias> [consulté le 7 septembre 2018]).

3. Sur l'imaginaire de l'« État profond » voir Benjamin Gourisse, *La Violence politique en Turquie : l'État en jeu (1975-1980)*, Paris, Karthala, 2014.

Depuis 2003, la guerre civile irakienne est l'occasion pour les groupes pro-iraniens d'étendre leur base sociale et de renouveler leurs cadres. À la suite du retrait américain de 2011, la compétition pour le contrôle des ressources étatiques conduit à une amplification de ce phénomène avec une multiplication du nombre de milices pro-iraniennes et l'extension de réseaux clientélistes. Toutefois, ce n'est qu'en 2014 que la Mobilisation populaire contre le groupe EI officialise ces groupes et légalise leur existence au sein de l'État, sous l'autorité du Premier ministre. Dès lors, les brigades Badr et autres groupes pro-iraniens jouent un rôle de premier plan dans l'organisation de dizaines de groupes armés et bénéficient directement des ressources de l'État en termes de salaires, d'armement et de participation aux chambres de commandement. Téhéran profite ainsi de la guerre contre le groupe EI pour réorganiser l'ancienne élite milicienne de l'organisation Badr et créer de nouvelles unités comme les brigades Abu al-Fadl al-Abbas Brigade, Kata'ib Karbala, Kata'ib Zaid ibn Ali, Kata'ib Ali al-Akbar, et les Kata'ib al-Sajjad. Dans le même temps, on observe une mutation du réseau d'élites pro-iraniennes avec l'intégration de groupes non chiites à mesure que la reconquête des territoires progresse. Les milices pro-iraniennes utilisent ainsi le conflit pour développer un réseau sécuritaire sur l'ensemble du territoire et renforcent leur ancrage social en cooptant des groupes politiques locaux. À partir de 2017, la victoire contre le groupe EI marque le début d'une nouvelle étape dans la montée en puissance de l'élite milicienne pro-iranienne : auréolées de leur victoire, elles tentent de devenir une des principales forces politiques du pays.

Cette trajectoire singulière des élites miliciennes pro-iraniennes nous conduit à plusieurs remarques. Premièrement, ces élites peuvent être définies comme un même groupe dans le sens où elles sont structurées par des réseaux communs : d'une part, des réseaux militaires transnationaux par lesquels l'Iran leur assure encadrement et soutien ; d'autre part, des réseaux politiques nationaux qui les incitent à s'organiser collectivement afin de défendre leurs intérêts. Enfin des réseaux économiques qui se développent à mesure de l'accroissement territorial des groupes

pro-iraniens à partir de 2014. Comme nous le verrons, cela n'empêche pas de nombreux conflits. Les enjeux politiques locaux et l'accumulation de ressources sont source de nombreuses compétitions, obligeant l'Irak et les groupes miliciens dominants à produire de la régulation.

Deuxièmement, l'élite milicienne pro-iranienne tire sa légitimité de son engagement dans la guerre civile irakienne. Les membres de cette élite se présentent eux-mêmes comme les héritiers des mouvements d'opposition à la dictature de Saddam Hussein et comme les sauveurs de l'Irak face au groupe EI et aux ingérences occidentales<sup>4</sup>. Leur stratégie est avant tout politique et ne peut être associée à une logique de prédation économique. Le caractère hautement politique de cette dynamique confirme les critiques soulevées contre les théories réduisant les guerres civiles à une exploitation prédatrice<sup>5</sup> ou à une logique de marché visant à accumuler des ressources<sup>6</sup>. Au contraire, on peut avancer l'hypothèse d'une politisation des groupes pro-iraniens à mesure qu'ils étendent leur influence en Irak. Cela les entraîne dans une intensification de la compétition pour le contrôle du territoire, des institutions étatiques et de la reconnaissance internationale. À partir de 2014, l'afflux de ressources renforce l'ambition politique des milices pro-iraniennes et leur investissement

4. Cette élite se considère comme la garante de l'indépendance de l'État irakien face à ses ennemis occidentaux et estime avoir remporté de nombreux succès : victoire contre le groupe EI avec plus de 800 morts et 30 000 blessés dans ses rangs, soutien au régime de Bachar al-Assad en Syrie, lutte contre les forces occidentales en Irak, répression des manifestations « instrumentalisées par les Occidentaux » (entretiens avec des cadres de groupes pro-iraniens [Kata'ib Hezbollah, Asa'ib Ahl al-Haqq], Bagdad, mars 2020).

5. Pour une lecture critique des théories économistes réduisant les guerres civiles à une exploitation prédatrice, voir William Reno, *Warlord Politics and African States*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998 ; Antonio Giustozzi, *Empires of Mud: War and Warlords of Afghanistan*, Londres, Hurst, 2009 ; Roland Marchal et Christine Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économétrique de la guerre par Paul Collier », *Critique internationale*, 3:16, 2002.

6. L'idée d'un « marché de la violence » est introduite par le sociologue allemand Georg Elwert, « Market of Violence », dans Georg Elwert, Stephan Feuchtwang et Dieter Neuvert (dir.), *Dynamics of Violence. Processes of Escalation and De-Escalation in Violent Group Conflicts*, Berlin, Duncker & Humblot, 1999.

dans l'imposition d'un nouvel ordre politique pour stabiliser le pays et préserver le capital militaire qu'elles ont constitué.

Troisièmement, à partir de 2014, l'extension des groupes pro-iraniens à l'ensemble du territoire modifie sa sociologie interne. D'une base communautaire chiite, la composition des élites devient multicommunautaire *via* des politiques de cooptation et d'alliances locales. De même, le discours idéologique disparaît en faveur d'un discours plus consensuel sur la défense de l'État face aux ingérences occidentales. Les cas du contrôle milicien sur le governorat de Diyala, le Sinjar, la ville de Mossoul et plus largement sur les territoires disputés montrent comment des territoires peu peuplés en population chiite deviennent des points d'appui pour les groupes pro-iraniens.

#### LES DÉFIS DU PASSAGE AU POLITIQUE DES GROUPES PRO-IRANIENS

Ces transformations dans la structuration des élites miliciennes pro-iraniennes interrogent sur la manière dont peut s'opérer le passage au politique et sur leur capacité à produire de la gouvernance et à mettre en place un nouvel ordre politique.

Tout d'abord, à mesure que les milices pro-iraniennes obtiennent des fonctions officielles dans l'État, elles doivent respecter davantage le jeu institutionnel afin d'objectiver leur contrôle et obtenir une reconnaissance internationale. Loin de viser la destruction de l'État irakien, l'économie de la violence développée par les milices pro-iraniennes se définit comme une tentative d'organiser de manière stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre les différents groupes politiques irakiens, en s'appuyant à la fois sur la violence organisée et sur les institutions étatiques<sup>7</sup>. Comme le montrent de nombreux

7. De cette manière, bien qu'en Irak différents groupements non étatiques disposent d'une capacité à exercer une violence collective et organisée : tribus, organisations politiques, notamment dans le cas des partis kurdes au GRK, factions miliciennes, etc., l'État n'éclate pas. Pour d'autres exemples, voir Jacobo Grajales et Romain Le Cour Grandmaison (dir.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala, 2019.

travaux sur le « redéploiement » de l'État ou la « privatisation » du contrôle étatique<sup>8</sup>, on assiste en Irak à une redéfinition des modes de gouvernement plutôt qu'à une transformation radicale des modes de gouvernance. Les élites pro-iraniennes ne sont pas révolutionnaires : le conflit est structuré par la compétition entre partis pour accaparer les ressources étatiques qui constituent un enjeu stratégique pour contrôler le territoire et la population, ou encore la monnaie, des douanes, la reconnaissance internationale, etc.<sup>9</sup>. Ces tentatives de contrôle du centre expliquent que la crise ne débouche pas sur un éclatement de l'Irak<sup>10</sup>, mais sur de nouveaux modèles de gouvernement dont les institutions étatiques sont le principal enjeu. De plus, l'économie irakienne est assurée par une rente pétrolière ce qui contraint les organisations politiques à préserver un État fonctionnel capable de garantir la valeur des échanges avec l'international<sup>11</sup>. Le *statu quo* revendiqué par les milices pro-iraniennes étant que l'État conserve son monopole de la représentation à l'international, mais délègue aux groupes pro-iraniens les questions relatives à l'organisation de l'économie de la violence<sup>12</sup>.

8. Béatrice Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, Presses de Sciences po, 1:1, 1998.

9. De nombreux auteurs montrent qu'obtenir la légitimité étatique peut être l'objectif de mobilisations armées, voir Richard Banégas, « La politique du "gbonhi". Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire », *Genèses*, 81, 2010.

10. Les modes de gouvernance développés par les acteurs armés non étatiques n'ont pas forcément pour but de diviser l'État ou de renverser le gouvernement, voir Timothy Raeymaekers, K. Menkhaus et Koen Vlassenroot, « State and non-state regulation in African protracted crises: governance without government », *Africa focus*, 21:2, 2008.

11. Leur prise de contrôle des institutions au cours de la guerre civile ne garantit pas une reconnaissance internationale, à l'encontre de l'approche wébérienne de l'État il faut distinguer le monopole sur la représentation extérieure et les réseaux d'institution (Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, « Thinking about civil wars with and beyond Bourdieu: State, capital and habitus in critical contexts », *Journal of Classical Sociology*, mars 2021).

12. Jacobo Grajalas, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, 2016 ; Arthur Quesnay, *La Guerre civile irakienne. Ordres partisans et politiques identitaires à Kirkouk*, Paris, Karthala, 2021.

En second lieu, les milices doivent adapter leur action pour être reconnues à l'international. Si l'État n'est pas en position d'imposer des règles de droit sur l'action des milices, l'influence des normes internationales sur le mode de gouvernement des groupes pro-iraniens est particulièrement visible dans leur fonctionnement bureaucraté. Ainsi, les milices tentent d'invisibiliser leurs exactions lors des combats contre le groupe EI ou lors de la répression d'opposants. Dans ce but, le contrôle des médias, la surveillance de la population et la production d'un discours légaliste sont des éléments centraux. Cela implique également une stratégie de verrouillage de l'aide internationale afin d'éviter que des organisations internationales n'imposent leurs vues à l'intérieur de l'appareil d'État<sup>13</sup>. Ce rapport à l'international met les milices en porte-à-faux vis-à-vis du jeu électoral et pose la question de comment se positionner en cas de marginalisation à l'issue du vote<sup>14</sup>. Les élections sont en effet un élément clé d'incertitude, car le statut des perdants est rarement garanti.

En troisième lieu, les milices sont prisonnières d'un « système de conflit » qui brouille la capacité à construire une stratégie cohérente pour imposer l'ordre politique souhaité<sup>15</sup>. Les milices

13. Loin d'être des acteurs extérieurs, ils deviennent parties prenantes des luttes internes et sont ciblés en tant que tels par les groupes pro-iraniens. Cette situation se retrouve dans d'autres conflits, notamment dans le cas afghan décrit par Gilles Dorronsoro, *Le Gouvernement transnational de l'Afghanistan. Une si prévisible défaite*, Paris, Karthala, 2021.

14. La défaite aux élections législatives d'octobre 2021 de la coalition des milices pro-iraniennes, al-Fattah, fragilise le passage au politique de ce groupe. Le processus démocratique des élections renferme ainsi les germes d'une marginalisation, voir Lise Morjé Howard, Alexandra Stark, « How Civil Wars End: The International System, Norms, and the Role of External Actors », *International Security*, 42:3, 2018.

15. « Une telle intrication de violences armées civiles et internationales fait ainsi système et rend extrêmement complexes les logiques des acteurs, obscurcit le jeu d'alliances qui peuvent paraître, elles aussi, sans logique » (Roland Marchal et Christine Messiant, « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles ». Texte présenté à la réunion du groupe de recherche conjoint CERI/Centre for Defense Studies, King's College, sur les « acteurs intérieurs des conflits en Afrique », Paris, 6 mars 2001, publié dans *Lusotopie*, XIII (2), 2006).

commettent ainsi régulièrement des actions objectivement contre-productives par rapport à leur objectif d'imposer un nouvel ordre politique. Par exemple, la répression des mouvements de protestation entre 2019 et 2020 et leurs exactions vont à l'encontre de leur volonté de se présenter comme acteur légitime. La répression brutale contre les populations favorise le prolongement des mouvements de protestation et limite l'extension de la base sociale des groupes pro-iraniens. De même, les attaques régulières des bases des forces américaines les empêchent d'obtenir une reconnaissance internationale. Cette complexité se retrouve également dans le fait que la multiplication du nombre de milices pour sécuriser le territoire crée une dynamique de fragmentation qui limite leur capacité de coordination d'un front politique efficace. De plus, l'affaiblissement de l'État central permet aux milices de construire des fiefs locaux et de s'engager massivement dans des activités d'extorsion des populations, ce qui en retour les empêche de développer un modèle de gouvernance cohérent. Paradoxalement, alors que les milices dominent et sont devenues des acteurs importants de la scène politique et militaire, on observe des problèmes structurels à leur tentative de s'institutionnaliser pour contrôler durablement l'État. Dominant sur le plan sécuritaire, l'ordre politique atteint ses limites en termes de capacité de gouvernance. On souligne ici la difficulté d'un ordre politique à mettre en place un processus d'objectivation et à se stabiliser.

Afin d'étudier le développement de ce mode de gouvernement et la montée d'un nouvel ordre milicien en Irak, ce rapport se fonde sur dix ans de travail de terrain en Irak. Le cas milicien est notamment étudié à partir de Bagdad et de deux régions particulièrement visées, les gouvernorats de Kirkouk et de Diyala. Dans une première partie, il s'agit d'étudier la dynamique politique qui permet le développement des groupes armés. Celle-ci repose sur l'encadrement des réseaux miliciens pro-iraniens et dépend des ressources de l'État. En 2014, ces appuis permettent une institutionnalisation rapide des groupes de volontaires dans une logique de décharge, les milices deviennent de véritables institutions militaires sous les ordres de cadres pro-iraniens.

Dans une deuxième partie, nous revenons sur la manière dont se développe une élite qui prend la tête de la mobilisation et l'utilise pour transformer les rapports de force socio-politiques. Dans une troisième partie, nous étudions comment des fiefs miliciens se renforcent depuis 2017 et fragmentent les moyens des gouvernances faute de cadres et de mises en place de stratégie administrative. Une quatrième partie analyse le rapport répressif des milices par rapport à la population et les pratiques d'accaparement. Enfin, une cinquième partie présente les effets de cet ordre politique milicien sur la lutte contre le groupe EI, elle montre la manière dont le vide en matière de gouvernance et la répression favorisent un retour de l'organisation.

## I. LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GROUPES PRO-IRANIENS DANS LA GUERRE CONTRE LE GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE

En 2014, l'arrivée du groupe État islamique (EI) marque un véritable tournant. L'effondrement de l'armée irakienne donne l'occasion à l'Iran de consolider et d'étendre son modèle de domination, concrétisant un projet jusque-là peu formalisé<sup>1</sup>.

### L'ÉTATISATION DES GROUPES ARMÉS

Le désastre de l'arrivée du groupe EI représente une immense opportunité pour les groupes miliciens pro-iraniens. En jouant un rôle de premier plan dans l'organisation de la Mobilisation populaire (*al-hashd al-sha'bi* [PMF]), la levée en masse contre le groupe EI, ils officialisent leur présence au sein de l'État en devenant une force gouvernementale indépendante.

Le cas du gouvernorat de Kirkouk est révélateur de ce tournant. L'armée irakienne, pourtant forte de 12 000 hommes, s'enfuit dès les premiers affrontements de juin 2014, achevant de délégitimer le peu de crédit restant au gouvernement<sup>2</sup>. Cet effondrement de l'armée irakienne est un choc pour la population turkmène chiite qui se retrouve en première ligne dans les villages de Multaqa à l'ouest de Kirkouk, Bachir et Dakouk au sud de Kirkouk, et dans les villes de Taza, Tuz et Amerli au nord des gouvernorats de Salaheddine et de Diyala. Les habitants turkmènes doivent se défendre eux-mêmes<sup>3</sup>. Les hommes en âge de se battre prennent les armes et établissent une ligne de

---

1. En dehors de l'Irak, cette politique iranienne se matérialise dans les années 1980 avec un soutien actif de l'Iran à la Syrie des Assads et au Hezbollah libanais durant la guerre civile libanaise. L'alignement de l'Irak en 2003, la guerre civile syrienne à partir de 2011 et la guerre contre le groupe EI concrétisent l'axe de résistance soutenue par l'Iran.

2. Entretien avec Ali (pseudonyme), un habitant de Bachir, Kirkouk, octobre 2014.

3. Entretien avec un habitant turkmène chiite de Bachir, Dakouk, 2014.

défense en collaboration avec les peshmergas de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et avec la police locale. Dans un premier temps, cette mobilisation est spontanée mais, très vite, des appels à rejoindre le front circulent en boucle sur les télévisions et les radios gouvernementales et locales. Des notables de la ville, la police locale et les mosquées enjoignent à la population de se préparer à la guerre.

Cependant, cette mobilisation improvisée est fragile et seules l'arrivée de cadres miliciens formés en Iran et les ressources de l'État central vont lui permettre de tenir face au groupe EI. Le 13 juin 2014, une *fatwa* de l'ayatollah Ali Sistani appelant à résister donne une portée nationale à la résistance qui s'organise et marque le début d'un processus d'étatisation de la Mobilisation populaire<sup>4</sup>. Pressé par l'urgence de la situation, le Premier ministre Nouri al-Maliki prend des mesures afin d'encadrer la mobilisation et les groupes armés de volontaires. Chef des armées et ministre de la Défense, il donne pour mission au ministère de l'Intérieur, qu'il contrôle également, de créer une Agence de la Mobilisation populaire (*hay'at al-hashd al-sha'bi*) dès l'été 2014. Cette dernière est chargée de recenser les miliciens et de leur accorder des ressources matérielles, notamment un salaire mensuel de 750 dollars<sup>5</sup>. Le 11 août, Haider al-Abadi remplace Nouri al-Maliki et prend la tête de la mobilisation en plaçant directement sous le contrôle de son propre cabinet ministériel<sup>6</sup>. Son conseiller à la Sécurité nationale,

4. « Les citoyens pouvant porter les armes doivent se porter volontaires pour combattre les terroristes, défendre leur pays, leur peuple et leurs lieux sacrés en s'enrôlant dans les forces de sécurité pour mener à bien cet objectif sacré » (Al-Jazeera, « Iraq cleric issues call to arms against ISIL », *Middle East News*, 14 juillet 2014, <https://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/06/iraq-cleric-issues-call-arms-against-isil-2014613125518278210.html> [consulté le 7 septembre 2018]).

5. Ce salaire est effectif et rigoureusement distribué (entretiens avec des officiers de la Mobilisation populaire). Voir également Kirk H. Sowell, *The Rise of Iraq's Militia State*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2015, <http://carnegeendowment.org/sada/59888> [consulté le 7 septembre 2018].

6. « Irak : le Premier ministre déchu dénonce une "dangereuse violation" de la Constitution », *Le Monde*, 12 août 2014, <http://abonnes.lemonde.fr/>

Falih al-Fayyad, en devient le représentant officiel. Ce positionnement du sommet de l'État en faveur de la Mobilisation populaire est perçu comme une nécessité en raison de la débandade de l'armée irakienne, pourtant forte de plus de 170 000 hommes et présentée comme le pilier de l'Irak<sup>7</sup>. Les forces de sécurité irakiennes sont réorganisées et redéployées sur les lignes de front contre le groupe EI, mais seul le soutien des miliciens permet au gouvernement d'organiser une défense efficace.

Derrière ces déclarations officielles de légalisation des groupes miliciens dans le cadre de la Mobilisation populaire, un véritable rapport de force se joue en faveur des groupes pro-iraniens. Déjà solidement implantées dans les institutions sécuritaires irakiennes, les brigades Badr et d'autres factions miliciennes (*fasa'il*) comme les Kata'ib Hezbollah, Asa'ib Ahl al-Haqq, les Kata'ib Sayyid al-Shuhada, Harakat Hezbollah al-Nujaba, les Kata'ib al-Imam Ali, et les Kata'ib Jund al-Imam<sup>8</sup> négocient une aide militaire et économique qui assurent leur croissance. Actant la décharge milicienne vers ces groupes, le Premier ministre Haider al-Abadi désigne dès août 2014 l'un des cadres des brigades Badr, Mohammed Ghaban, comme ministre de l'Intérieur. Il normalise ainsi la place de l'organisation au sein de l'appareil étatique et lui confère un rôle central dans l'encadrement de la Mobilisation populaire. Deux autres organisations militaires, aux effectifs plus réduits, participent également à l'encadrement de la mobilisation. Asa'ib Ahl al-Haqq, créée en 2004 à la suite d'une scission avec l'Armée du Mahdi, et les brigades Hezbollah, dirigées par Abu Mahdi al-Muhandis, qui devient lui-même le

[proche-orient/article/2014/08/11/irak-le-premier-ministre-maliki-accuse-le-president-de-violer-la-constitution-4469766-3218.html](http://proche-orient/article/2014/08/11/irak-le-premier-ministre-maliki-accuse-le-president-de-violer-la-constitution-4469766-3218.html) [consulté le 7 septembre 2018].

7. L'armée irakienne compterait en 2014 170 000 hommes, dont au moins 30 % de soldats fantômes (Adnan Abu Zeed, « 'Ghost' soldiers haunt Iraqi army », *Al-Monitor*, 17 novembre 2014, <https://www.al-monitor.com/pulse/fr/originals/2014/11/iraq-army-ghost-soldiers-officers-corruption.html> [consulté le 6 janvier 2019].

8. Michael Knights, « Back into the Shadows? The Future of Kata'ib Hezbollah and Iran's Other Proxies in Iraq », *CTC-Sentinel*, 13:10, octobre 2020, p. 4.

commandant suprême en charge des opérations militaires de la Mobilisation populaire<sup>9</sup>.

Les groupes pro-iraniens accèdent ainsi au plus haut commandement des forces irakiennes et aux ressources des ministères de la Défense et de l'Intérieur<sup>10</sup>. Les miliciens obtiennent le statut de fonctionnaire, des salaires et les mêmes droits que l'armée irakienne<sup>11</sup>. Le 7 avril 2015, une loi de finances officialise un budget dédié à la Mobilisation populaire<sup>12</sup>. Le 26 novembre 2016, le Parlement irakien adopte une loi accordant aux milices le statut de « formation militaire indépendante faisant partie des forces armées irakiennes<sup>13</sup> ». Mais sur le terrain, les milices

9. Abu Mahdi al-Muhandis, Jamal Jafaar al-Ibrahimi de son vrai nom, est né en Irak en 1954. Il rejoint le parti Dawa en 1977, puis s'exile en Iran d'où il organise des opérations militaires avec les Forces al-Qods. De retour en Irak en 2003, il est élu député en 2005, mais doit à nouveau se réfugier en Iran en raison d'un mandat d'arrêt émis contre lui par les États-Unis pour activité terroriste. Après le départ des forces d'occupation, il revient en Irak à la tête des Kata'ib Hezbollah, puis devient le représentant de la Mobilisation populaire en 2014.

10. En 2012, le budget global des dépenses militaires s'élève à 14,6 milliards de dollars, soit 15 % des dépenses de l'État. Il faut ajouter à ce chiffre plus de 26 milliards de dollars investis par les États-Unis entre 2003 et 2012, voir le rapport *Learning from Iraq: a Final Report from the Special Inspector General for Iraq Reconstruction*, Washington, D.C., 2013, <https://www.globalsecurity.org/military/library/report/2013/sigir-learning-from-iraq.pdf> [consulté le 7 septembre 2018].

11. Al-Abadi confère à la Mobilisation populaire un statut officiel avec la création d'un comité de la Mobilisation populaire (*hay'at al-hashd al-shaabi*) dont le secrétaire général est Jamal Jaafar Mohammad (connu également sous le nom de Abu Mahdi al-Mohandis), un cadre des brigades Badr, voir Renad Mansour, *The Popularity of the Hashd in Iraq*, Washington, D.C., Carnegie Middle East Center, 2016, <http://carnegie-mec.org/diwan/62638>; *Les Milices chiïtes*, Paris, OFPRA, 2016, p. 9, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/6\\_didr\\_irak\\_les\\_milices\\_chiïtes\\_ofpra\\_15042016.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/6_didr_irak_les_milices_chiïtes_ofpra_15042016.pdf) [consultés le 7 septembre 2018].

12. Kirk H. Sowell, *The Rise of Iraq's Militia State*, op. cit., <http://carnegieendowment.org/sada/59888> [consulté le 7 septembre 2018].

13. Robin Beaumont, « À ton service, ô Irak ! » - *Le fait milicien chiïte en Irak depuis 2014*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, 2017, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/a-ton-service-o-irak-le-fait-milicien-chiïte-en-irak-depuis-2014-11> [consulté le 7 septembre 2018].

agissent de manière relativement indépendante par rapport à l'état-major irakien. Ce dernier décide de la stratégie globale, mais les milices se chargent de la réalisation tactique.

## LE RENFORCEMENT DU CAPITAL MILITAIRE DES MILICES

La croissance des groupes pro-iraniens est considérable et s'explique par l'investissement des cadres miliciens et des formateurs iraniens. L'objectif est la mise en place d'un système militaire permettant d'assurer un contrôle solide du territoire à moindre coût, et surtout de bénéficier de recrues locales motivées pour construire le nouveau projet politique au sein de l'État. Ce phénomène est massif, en 2017, on dénombre plus de 160 000 hommes officiellement fonctionnaires de l'État<sup>14</sup>. Des groupes miliciens qui étaient composés de quelques centaines d'hommes avant 2014 en comptent désormais des milliers, dotés de matériels considérables, et dont les cadres sont intégrés aux centres de décision. Par exemple, les Kata'ib Hezbollah passent de 400 combattants en 2011, à 2 500 en 2014, puis à plus de 10 000 à la fin de la décennie avec la formation de trois brigades au sein des Forces de la Mobilisation populaire, notamment les 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> brigades.

L'encadrement des volontaires est principalement assuré par des cadres formés en Iran et coordonnés aux forces iraniennes. Ces derniers assurent la construction d'un réseau sécuritaire en recrutant parmi des élites locales proches de leurs réseaux partisans ou ayant des liens préexistants avec les milices pro-iraniennes. Par exemple, la ville turkmène chiïte de Tuz Khurmatu devient le principal foyer de mobilisation dans la région située au sud de

14. Une étude du GPPI estime à 160 000 miliciens la Mobilisation populaire (Erica Gaston et András Derzsi-Horváth, *Iraq after ISIL: An Analysis of Local, Hybrid, and Sub-State Security Forces*, Berlin, GPPI, 2017, <http://www.gppi.net/publications/iraq-after-isil-an-analysis-of-local-regional-and-sub-state-security-forces/?L=0%2525252527cHash%3Ddf513abd78fc2dc984c254fab8b33337> [consulté le 7 septembre 2018]). Néanmoins, ce chiffre semble largement exagéré et une étude plus crédible est celle de Kenneth Katzman, *Iraq: Politics and Governance*, Washington, D.C., Congressional Research Service, 2016, p. 17.



Kirkouk, en raison de son poids démographique, mais surtout grâce aux trois députés turkmènes chiites originaires de la ville qui entretiennent des liens privilégiés avec les brigades Badr. Les organisations chiites de Tuz Khurmatu se retrouvent ainsi à la tête d'une population fortement mobilisée avec plus de 7 000 volontaires sur une population d'environ 200 000 habitants turkmènes chiites<sup>15</sup>.

On observe une rationalisation de la mobilisation afin de renforcer le capital militaire des milices pro-iraniennes. La hiérarchie militaire mise en place par les Badr effectue un tri entre les nombreuses unités. De volontaires inexpérimentés en 2014, les combattants deviennent des miliciens pris dans une structure hiérarchique très forte. Dans chaque régiment, des sous-officiers sont sélectionnés lors des trois semaines de formation qui se déroulent sur place. Ils sont envoyés dans des camps d'entraînement spécialisés où ils reçoivent de nouveau plusieurs semaines d'entraînement avant d'obtenir le grade de sergent ou caporal. Les plus motivés peuvent ensuite faire le choix de rejoindre des unités de combat d'élite qui sont chargées des offensives dans l'ensemble de l'Irak. Les officiers de ces régiments sont d'abord d'anciens membres des brigades Badr turkmènes chiites ou de personnalités politiques locales ayant combattu en 2014, dont la présence permet d'assurer un commandement proche des combattants.

Cette dynamique de rationalisation interne aux groupes armés s'observe particulièrement au sein des Kata'ib Hezbollah<sup>16</sup>. L'organisation présente un modèle très hiérarchisé et cloisonné, pensé pour des actions clandestines et le développement d'une forte cohésion de groupe. Les commandants à la tête de l'organisation, appelés les « oncles » (*al-Khaal*) par les militants, ont une fonction militaire, mais aussi politique et sociale. Cette double

15. Entretien avec un officier arabe chiite de l'armée irakienne détaché auprès de la Mobilisation populaire, Amerli, février 2015 ; avec un officier supérieur turkmène chiite dans l'état-major de la Mobilisation populaire à Taza, Taza, mars 2015 ; et avec un officier iranien détaché auprès de la Mobilisation populaire, Tuz Khurmatu, mars 2015.

16. Michael Knights, « Back into the Shadows? », *op. cit.*, p. 3.

fonction se retrouve au niveau subalterne du leadership dont les membres, appelés « enseignants » (*mo'alim*), jouent un rôle non seulement militaire, mais aussi de guidance idéologique auprès de leurs hommes. Les combattants sont totalement intégrés à la vie de l'organisation et sont même surnommés le « corps » (*asjam*) tandis que les militants extérieurs, les « nombres » (*arqam*), sont également soumis à une forte discipline<sup>17</sup>.

#### LA DIVERSIFICATION DES APPAREILS MILICIENS

Dès 2014, les milices pro-iraniennes envisagent une reconquête de l'ensemble du territoire, ce qui implique de favoriser une mobilisation multicommunautaire. Il s'agit de sortir des foyers militants historiques situés à Bagdad et dans le sud du pays pour viser les régions sunnites. Aux soixante-six unités chiites vont être ajoutées quarante-trois unités sunnites (dites tribales ou *hashd al-asha'ir*) et une dizaine d'unités formées sur la base de minorités ethniques.

Les lieux d'implantation des milices pro-iraniennes s'opèrent dans les territoires disputés où des villes faylis et turkmènes chiites, comme celles de Tuz Khurmatu, Khanaqin ou Amerli, sont en première ligne face au groupe EI. Il s'agit d'une première expérience d'extension de la base militante, celle-ci aboutit notamment à la création à Khanaqin de la 110<sup>e</sup> brigade, principalement composée de Kurdes faylis, à Amerli et Tuz Khurmatu des 52<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> brigades, majoritairement turkmène chiite. Ces villes constituent des points d'ancrage qui vont ensuite servir à étendre les réseaux miliciens à mesure que le territoire est reconquis. La 53<sup>e</sup> brigade turkmène chiite de Tel Afar est ainsi créée dans la province de Ninive, de même que la 30<sup>e</sup> brigade shabak au nord de Mossoul, la brigade des Lions of Babylon, une unité de chrétiens chaldéens, le bataillon de Lalish au Sinjar composé de Yézidis. Ces différents groupes confèrent aux brigades Badr

17. Entretien réalisés avec des activistes, Diyala, Kirkouk, Bagdad, 2020-2021.

une connaissance de la zone indispensable à une sécurisation efficace des voies logistiques.

Dans un deuxième temps, cette politique d'ancrage local débouche sur l'intégration de populations sunnites dans les organisations miliciennes couramment appelées Mobilisation tribale (*hashd al-asha'ir*), notamment d'anciens combattants ayant appartenu aux Sahwa, créés par les États-Unis entre 2007-2011, ou des notables locaux<sup>18</sup>. Au total, on dénombre plus de 40 000 combattants sunnites, soit près de 20 % de la Mobilisation populaire<sup>19</sup>. Le système milicien pro-iranien est ainsi élargi au-delà de la population chiite et parvient à prendre pied, y compris dans des zones contrôlées par l'insurrection sunnite depuis 2003, comme à Hawija où deux régiments d'Arabes sunnites de 600 hommes sont mis en place<sup>20</sup>.

Cette expansion milicienne dans de nouveaux territoires implique également de s'adapter aux rapports de force locaux. Par exemple, dans le nord de la province de Diyala, les brigades Badr se coordonnent avec les forces de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti kurde dominant. Les brigades Badr permettent ainsi le retour d'un contingent d'*assaysh* (force de sécurité kurde) dans certaines villes en échange du partage des bénéfices de certains check-points. En retour, les *assaysh*

18. Ces alliances ont permis la constitution des brigades suivantes : Liwa Salah al-Din (Brigade 51), du Hashd de Hawija/al-Zab (Brigade 56), Quwat Ahrar al-Iraq (Brigade 86), Quwat al-Shahid Umayyat al-Jabbour (Brigade 88), Fursan al-Jabbour (Régiment 48), Nawader al-Shammar (Régiments 69 et 70, ou Brigade 91).

19. Renad Mansour, « After Mosul, Will Iraq's Paramilitaries Set the State's Agenda? », *The Century Foundation*, 27 janvier 2017, <https://tcf.org/content/report/mosul-will-iraqs-paramilitaries-set-statesagenda/> ; Robert Tollast, « Inside Iraq's Popular Mobilization Units », *The National Interest*, 23 mai 2016, <http://nationalinterest.org/feature/iraqs-shia-militias-arent-bad-you-think-16291>.

20. Il s'agit de la « mobilisation pour la libération de Hawija », commandée par Wasfi al-Assi de la tribu Ubaidy, qui rassemble, en septembre 2016, 2 500 combattants répartis en huit régiments (« Sheikh Wasfi Al-Assi Al-Ubaidi Oversees Volunteering for Hawija Hashd in the al-Alam Area », YouTube, 16 septembre 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=aJx85HVvOHw> [consulté le 7 septembre 2018]).

se chargent de contrôler la population kurde<sup>21</sup>. De la même manière, une certaine autonomie est accordée aux élites sunnites recrutées dans l'ouest de Diyala où la milice Asa'ib Ahl al-Haqq délègue le contrôle de la ville de Jaluwla à des notables issus de la tribu des Karawi. *A priori* paradoxaux, ces recrutements sont permis par la fluidité des systèmes d'allégeance dans des régions dont le tissu social a été largement transformé par la guerre civile<sup>22</sup>. Ces exercices d'équilibre ne sont pas sans difficulté et s'accompagnent d'humiliations et d'extorsions lors du versement des salaires. Ainsi des tensions existent entre les factions recrutées localement et les organisations mères<sup>23</sup>. Ces tensions ne sont pas forcément d'ordre politique, mais concernent largement des questions de partage des bénéfices économiques aux check-points ou sur les réseaux commerçants<sup>24</sup>.

L'expansion des groupes pro-iraniens donne ainsi lieu à un système de commandement complexe, divisé en région avec des unités locales réparties dans chaque district. Toutefois, cette répartition est largement variable selon les fréquents

21. Le chef de la police d'alors, un membre des brigades Badr, aurait exhorté le commandement de Badr et Asa'ib Ahl al-Haqq à ne pas maintenir une présence trop ostensible en ville.

22. Par exemple, les notables de la tribu des Karawi ont pris parti pour l'ensemble des organisations occupantes de Jaluwla : « Avant 2003, une part importante des Karawi faisait partie de l'armée baathiste et en a profité pour prendre le contrôle des terrains appartenant aux Kurdes. Puis ils ont été brisés par la débaathification même si certains se sont engagés dans les Sahwa. En 2014, certains ont rejoint le groupe EI pour se venger des Kurdes et des forces chiites au pouvoir à Bagdad. En retour, les forces de l'UPK sous le commandement de Sangawi [commandant UPK en charge du Garmiyan] ont détruit Jaluwla au moment de la reconquête. À présent, les Karawi ont rejoint Asa'ib Ahl al-Haqq et utilisent cette alliance pour reprendre en main leur territoire » (entretien avec un fonctionnaire de Diyala, novembre 2020).

23. Les milices locales à Jaluwla, Khanaqin ou dans d'autres secteurs comme la ville de Muqdadia se plaignent de ne pas recevoir leur salaire en raison de détournements organisés au niveau des chambres d'opération (entretiens auprès d'habitants de la zone Muqdadia/Sinsil, mars 2020).

24. Voir Z. Ali Salem, Mac Skelton, M. Van Den Toorn, « Security and Governance in the Disputed Territories under a Fractured GOI: The Case of Northern Diyala », *LSE*, 14 novembre 2018.

redéploiements d'unités sur d'autres régions, contribuant à la mixité des groupes ou à leurs mises en concurrence. De la même manière, la gestion du financement des groupes est mise à la discrétion des commandants d'unités de façon totalement décentralisée. Chargés de l'enregistrement de leurs hommes et de leurs salaires, les commandants d'unités ont ainsi une autorité totale sur leurs hommes sans aucun autre moyen de contrôle des chambres d'opération.

### MARGINALISER LES FORCES OCCIDENTALES

Cette montée en puissance des groupes miliciens permet à l'Iran de mettre sous pression les forces occidentales en Irak avec une stratégie de harcèlement de la Coalition internationale.

Premièrement, l'Iran applique une stratégie de démultiplication de ses relais miliciens en Irak. L'intégration dans les PMF de ces réseaux miliciens permet aux organisations de naviguer entre un statut officiel et des activités clandestines. Ce jeu sur le statut légal est renforcé par le flou législatif qui perdure grâce à la neutralisation de l'État et désigne les milices comme des éléments « indépendants » du système sécuritaire sous l'autorité du Premier ministre. Les milices n'hésitent pas à faire des déclarations contradictoires pour faire monter les tensions contre les forces occidentales tout en prenant soin de rester des acteurs « légitimes » de l'arène politique. Par exemple, lors des élections américaines de 2021 le porte-parole général des Kata'ib Hezbollah déclare, le 10 octobre 2020, une « trêve conditionnelle » contre les États-Unis, mais un des hauts responsables du groupe, Muhammad Mohyee, publie immédiatement un appel à se préparer à la poursuite des attaques.

L'Iran orchestre ainsi un environnement milicien hostile en jouant sur la difficile traçabilité des nouveaux/faux groupes qui masquent l'identité des grandes brigades tels les Kata'ib Hezbollah, les brigades Badr ou Asa'ib Ahl al-Haqq. Il s'agit par exemple du groupe Asaf al-Kahf (probablement rattaché aux Kata'ib Hezbollah) qui publie un appel à la délation de personnel

travaillant pour des organisations américaines ou britanniques en échange de dizaines de milliers de dollars, et revendique récemment des attaques contre des intérêts de coalition.

De ce fait, l'organisation des réseaux miliciens est complexe. Par exemple, dans le gouvernorat de Diyala, historiquement un bastion des brigades Badr, le commandement Badr s'appuie en réalité sur un ensemble hétérogène de forces depuis son QG basé au camp d'Ashraf à Baquba. Au-delà du corps combattant historique des Badr, l'organisation contrôle la 5<sup>e</sup> division de l'armée irakienne et a développé au sein des PMF les 4<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 110<sup>e</sup> brigades ainsi que le Liwa al-Taff (20<sup>e</sup> brigade). Parallèlement à ce contrôle, la politique iranienne s'appuie sur d'autres formations indépendantes comme les Asa'ib Ahl al-Haqq qui disposent de deux brigades actives à Diyala et de nombreuses milices sunnites qu'elles encadrent.

Deuxièmement, la démultiplication du nombre de milices s'accompagne d'un renforcement des structures miliciennes. L'exemple des Kata'ib Hezbollah, l'une des milices pro-iraniennes les plus actives contre la Coalition, est riche d'enseignements, car elle approfondit le modèle des brigades Badr jusque-là dominant. En plus d'un appareil militaire structuré et clandestin, le fonctionnement des Kata'ib Hezbollah se double de structures civiles pour encadrer la population. Les Kata'ib Hezbollah disposent ainsi à Diyala de nombreux médias dont des plateformes d'information (parfois rudimentaires comme Sabreen News diffusée *via* l'application Telegram), des centres culturels ou encore des centres de recherche comme celui d'al-Hadaf. Dans les villes, la jeunesse est embrigadée dans des activités de scoutisme. Cette spécificité organisationnelle permet aux Kata'ib Hezbollah d'être à la pointe de la lutte contre la Coalition. Les attaques contre ses infrastructures se doublent de campagnes médiatiques (comme les menaces d'attaques contre toute personne s'approchant des bases de la coalition) et de pressions directes sur la population en cas de collaboration.

Cette institutionnalisation des groupes pro-iraniens est un élément central de la confrontation entre l'Iran et les États-Unis en Irak. Pour l'Iran, il s'agit de pérenniser l'État profond que les

groupes armés tentent de mettre en place. La normalisation des relations avec l'Irak passe par une intégration de ces forces sous tutelle de l'État, seul moyen de mettre un terme aux affrontements réguliers avec la Coalition internationale. En janvier 2019, les pressions des milices contre les bases de la Coalition et l'assassinat de Qassem Soleimani ont mis un coup d'arrêt à cette dynamique d'institutionnalisation. Pourtant, un nouveau moyen d'y parvenir s'inscrit à présent dans le « dialogue stratégique » proposé par les États-Unis fin 2020. La nomination de Kadhimi est ainsi un pas en faveur d'une solution négociée sans pour autant mettre fin aux ambitions de chaque camp. Côté iranien, ce dialogue reste perçu comme une opportunité de pénétrer le champ politique et sécuritaire. Côté américain, la marge de manœuvre est faible, car si au terme du « dialogue stratégique » aucune garantie n'est obtenue, le risque est élevé de voir se renforcer les groupes pro-iraniens. Le principal moyen de pression américain étant l'aide économique à l'Irak et/ou les sanctions, soit deux outils efficaces sur le plan macro, mais dont les leviers politiques sont limités sur le terrain.

De cette manière, les pays occidentaux regroupés derrière les États-Unis tendent à perdre l'initiative en Irak depuis la fin de la guerre contre le groupe EI. Malgré les moyens colossaux investis, en programmes militaires et de reconstruction, les modes opératoires utilisés sont défaillants, alternant entre sanctions économiques et frappes ciblées, avec de moins en moins de capacités à peser sur le jeu politique. Cette perte d'influence américaine s'illustre à plusieurs niveaux. Sur le plan politique, les États-Unis perdent leur influence face aux pressions des organisations irakiennes affiliées à l'Irak. Cela s'observe dans la formation du gouvernement ou encore dans les motions anti-américaines votées par le Parlement demandant le plan de départ des troupes américaines. Une situation qui risque de peu évoluer malgré la nomination de Mustafa al-Kadhimi. Sur le plan militaire, les États-Unis s'avèrent incapables de sanctuariser l'armée et les forces de sécurité irakiennes vis-à-vis de l'influence iranienne. Mis à part quelques unités d'élite, l'armée et la police sont étroitement liées aux unités de la Mobilisation populaire, principal vecteur

de la stratégie sécuritaire iranienne. La pression de Téhéran s'illustre également dans la répression des manifestations pacifiques, débutées en octobre 2019. Les protestataires se sont heurtés à un véritable État profond composé des réseaux miliciens pro-iraniens. Ces derniers n'ont eu de cesse d'empêcher le mouvement de passer au politique en ciblant ses potentiels leaders. Face à cette répression soigneusement organisée, les États-Unis se sont avérés incapables d'obtenir du gouvernement irakien la protection des manifestants. Les ONG irakiennes soutenues par des fonds internationaux ont d'ailleurs fait les frais de cette répression, explicitant l'aveu de faiblesse des pays occidentaux. Devenue totalement hors sol, la politique américaine se retrouve dans une impasse où il s'agit de préserver une présence limitée tout en refusant une quelconque concession politique. Or, dans le cas de l'échec (probable) du « dialogue stratégique », l'absence d'objectifs précis ne peut mener qu'à des réponses disproportionnées. Le temps joue ainsi en faveur d'un pourrissement de la situation et d'une escalade militaire avec l'Irak, tandis que les problèmes économiques et sécuritaires ne font qu'empirer.

## II. LA MONTÉE D'UNE NOUVELLE ÉLITE MILICIENNE

Le système milicien qui émerge au cours de la guerre contre le groupe EI ouvre un nouvel horizon politique et des perspectives d'ascension socio-économique pour les élites locales qui s'associent au projet politique pro-iranien. Leurs modes d'organisation sont très différents allant d'expériences semi-clandestines contre les forces américaines à la défense d'intérêts claniques à partir de mobilisations tribales ou ethnico-religieuses. Or cette diversité des trajectoires politiques et modes d'organisation rend difficile l'organisation collective de ces élites. Face à des élites hétérogènes et à une multitude de compétitions locales, l'encadrement de l'Iran et des groupes pro-iraniens historiques ne fournit qu'une coordination imparfaite, ce qui limite de manière structurelle l'implantation du nouvel ordre politique.

### DIFFÉRENTES TRAJECTOIRES D'ASCENSION ET D'ORGANISATION

La diversité des modes d'organisation observés sur l'ensemble du territoire démontre la complexité du fonctionnement du système milicien pro-iranien. Le mode d'organisation dominant d'avant 2014 est celui de groupes armés semi-clandestins qui visent à combattre les ingérences occidentales en Irak. À partir de 2014, l'officialisation et l'expansion territoriale des groupes miliciens les incitent à coopter de nouvelles élites, les gouvernorats de Diyala et de Kirkouk montrent deux types d'ascension sociale des nouvelles élites pro-iraniennes.

À Diyala, un mode d'organisation clanique du pouvoir s'impose à partir de 2014 sous l'emprise d'un clan formé autour du nouveau gouverneur, Muthana Tamimi, allié aux brigades Badr. Cette prise de pouvoir d'une élite Tamimi soutenue par Badr résulte de la rencontre entre deux dynamiques. D'une part, le renforcement d'un réseau de notabilités politiques et tribales fédérées autour de Muthana Tamimi à la suite des politiques de cooptation-répression

effectuées tout au long de la guerre civile irakienne. D'autre part, le déploiement massif des milices chiites pro-iraniennes dans l'ensemble de Diyala. Appuyé par les brigades Badr, le clan Tamimi s'empare des institutions et mobilise massivement au sein des tribus chiites pour combattre le groupe EI. Au passage, il s'approprie le contrôle de l'économie dont le monopole lui permet de financer son réseau d'alliances. La capacité du clan Tamimi-Badr à intégrer les notabilités sunnites et à contrôler l'économie lui permet d'imposer une relative stabilité politique malgré un niveau de violence qui reste élevé. Cette paradoxale stabilité assurée par ce clan s'explique par son contrôle sécuritaire, mais surtout par sa capacité à structurer un réseau regroupant les élites militaires et politiques du gouvernement, ce qui lui permet d'arbitrer les luttes politiques internes à la province, en organisant cooptation, distribution des rentes économiques et répartition des fiefs militaires.

À Kirkouk, la réorganisation du pouvoir s'opère à partir d'une ligne de fracture ethnico-religieuse au profit d'une élite turkmène chiite, majoritairement rurale, qui vise à transformer les rapports de force avec l'élite traditionnelle turkmène chiite et avec les forces politiques kurdes et arabes. Longtemps marginalisés, les cadres chiites des partis turkmènes profitent de la Mobilisation populaire pour sortir de l'isolement caractéristique de la période 2003-2014. La lutte contre le groupe EI leur permet de se réinventer en tant que groupe social et politique, avec un nouvel univers de sens, une histoire et une cause commune. En effet, nombre de cadres turkmènes chiites sont passés par un exil iranien et leurs trajectoires sont proches de celles des militants du parti Dawa et des brigades Badr, ce qui facilite la formation d'un esprit de corps. La proximité des cadres turkmènes chiites avec le leadership Badr joue un rôle capital à mesure que l'on s'élève dans les instances du mouvement. Ainsi, le représentant de la Mobilisation populaire pour le « front Nord » est-il le porte-parole de la municipalité de Kirkouk<sup>1</sup>. Derrière

1. Entretien avec l'un des cadres politiques turkmènes de la Mobilisation populaire dans les régions turkmènes chiites, porte-parole du maire de Kirkouk, Taza, mars 2015.

ce représentant officiel de la Mobilisation populaire, plusieurs cercles de cadres turkmènes chiites composés d'hommes d'affaires et d'hommes politiques appuient les brigades et viennent en aide à la population de la même manière qu'en 2014. En effet, la longue socialisation de ces cadres en Iran et les décennies de répression contre la population chiite donnent une profondeur sociale à la Mobilisation populaire. Les actions de cette élite s'observent dès l'arrivée du groupe EI par l'organisation des groupes de combattants volontaires et la mise en commun des ressources. En se positionnant comme les porte-parole et les organisateurs locaux de la Mobilisation populaire, les cadres des partis turkmènes chiites de Kirkouk deviennent des personnages clés de la résistance face au groupe EI et aux Kurdes. L'emploi récurrent d'une rhétorique nationaliste les positionne comme les interlocuteurs légitimes du pouvoir central<sup>2</sup>.

L'imposition de règles et de modes de contrôle clientélistes au sein des groupes de volontaires permet aux cadres turkmènes chiites de pérenniser leur contrôle sur les groupes de volontaires et d'en faire une base politique. Dès 2014, ils tentent de séparer les combattants de la population pour accélérer leur professionnalisation au sein de camps d'entraînement. D'autres règles existent. Par exemple, seuls les volontaires inscrits sur la liste de la brigade peuvent être formés et payés. Le nombre de places par compagnie est limité par ces listes et seules la mort ou la démission d'un combattant ouvrent une place. Dans ce cas, les cadres turkmènes proposent des noms en collaboration avec les chefs d'unité et les formateurs Badr. La liste est ensuite renvoyée à Bagdad pour enregistrer les mises à jour. De cette manière, les groupes armés informels deviennent progressivement des structures institutionnalisées,

2. Dès 2014, Ali Mahdi, un élu turkmène au conseil municipal proche des partis pro-turcs, met en avant son origine chiite afin de bénéficier du soutien de Bagdad ; de cette manière, il parvient à évincer les représentants turkmènes soutenus par la Turquie et choisis par le Front turkmène d'Irak (FTI). De même, Hassan Turan, le principal cadre turkmène chiite de Kirkouk, s'allie au FTI en 2013, mais s'en sépare dès 2014 afin de s'afficher au côté du gouvernement à Bagdad en tant que chiite.

mais sans perdre leur ancrage local ni leur dimension politique qui assure une base sociale pour la nouvelle élite.

### LA COMPÉTITION INTERMILICIENNE

Les groupes miliciens pro-iraniens regroupent ainsi des acteurs aux trajectoires variées avec des agendas locaux propres en lien avec des compétitions locales<sup>3</sup>. Afin d'atténuer ce phénomène et réguler la compétition intermilicienne, des accords nationaux sont passés entre les états-majors des groupes pro-iraniens, sous supervision de l'Iran. On observe très peu de confrontations directes entre les groupes miliciens, ces dernières sont avant tout dans des calculs gagnant-gagnant qui favorisent les médiations<sup>4</sup>. En particulier, les systèmes d'extorsion de la population demandent une capacité à s'accorder sur le contrôle des routes, la répartition des gains, la division sectorielle des activités (contrebande, commerce, attributions de responsabilités administratives), le découpage territorial entre milices. Toutefois, les accords entre les états-majors miliciens n'empêchent pas une forte compétition sur le terrain.

En premier lieu, chaque commandant local est en compétition autour d'intérêts économiques, ce qui reproduit constamment des rivalités : les milices suivent leur propre agenda qui peut être de défendre un territoire et sa population, ou de pratiquer l'extorsion. Un manque de coordination s'observe particulièrement aux check-points : la rotation des équipes de combattants en charge des check-points ne permet pas d'avoir un commandement continu. Un camion ayant obtenu un laissez-passer à un check-point peut ne pas être reconnu au suivant et doit payer à nouveau. Par exemple, dans le gouvernorat de Diyala, la ville

3. Les trajectoires de ces groupes miliciens renvoient à des logiques de collaboration et négociation, mais aussi parfois de concurrence et conflit (Timothy Raeymaekers, K. Menkhaus et Koen Vlassenroot, « State and non-state regulation in African protracted crises: governance without government », *Africa focus*, 21:2, 2008).

4. Contrairement à ce que beaucoup d'analystes et de médias annoncent régulièrement, il n'y a pas de conflit généralisé entre les milices.

et poste-frontière de Mandali fait l'objet d'une compétition au sein même des brigades Badr où le *liwa* 110 et le *liwa* 20 sont en compétition pour en contrôler l'accès<sup>5</sup>. Cette zone frontalière est aussi connue pour être un lieu de compétition entre les brigades Badr et Asa'ib Ahl al-Haqq. Rien que pour la ville de Khanaqin, stratégique car proche de la frontière, on ne compte pas moins de 11 groupes armés de la Mobilisation populaire, soit 1 000 combattants actifs et plus de 10 000 réservistes.

Ensuite, le problème est structurel au système milicien où il est difficile de situer les responsabilités politiques au niveau local. L'accroissement du nombre de milices depuis 2014 encourage une multitude de hiérarchies locales dans les zones rurales selon l'appartenance identitaire des cadres miliciens ou selon qu'une zone est déclarée zone ennemie ou non. Cela ajoute au clivage ville-campagne un millefeuille de logiques politiques et sécuritaires qui rendent improbable une diminution du niveau de violence sous forme d'extorsions et d'affrontements de basse intensité. Ces dernières sont particulièrement visibles dans les zones marginales par rapport à Bagdad, comme les territoires disputés où s'imposent les milices turkmènes. Par exemple, la ville de Tuz est partagée entre plusieurs milices qui en ont fait leur quartier général. Si les 16<sup>e</sup> et 52<sup>e</sup> brigades y sont majoritaires, les brigades Ahl al-Haqq, les Compagnies de la paix sadristes et le Hezbollah leur font concurrence pour nommer des fonctionnaires dans chaque secteur de l'action publique. Cette compétition se répercute également dans le secteur privé, où les milices imposent leurs propres entreprises ou obligent les entrepreneurs à partager leurs bénéfices. À Diyala, les principaux contrats sont récupérés par le gouverneur qui arbitre la distribution tandis que les contrats locaux à l'échelle des districts sont laissés aux groupes armés locaux qui ponctionnent directement les commerçants. Les revenus sont distribués par secteur d'activité entre les différents groupes armés. De même, la gestion de la frontière est négociée en amont entre les groupes armés. Cependant, ces négociations n'empêchent pas certains conflits, notamment sur le

5. Entretien avec un journaliste indépendant à Diyala, janvier 2020.

partage des contrats économiques qui reste la principale source de tensions entre les membres de la nouvelle élite au pouvoir à Diyala. Le contrôle d'une route ou d'un check-point peut poser problème entre deux groupes et nécessite l'intervention du gouverneur ou de son clan pour arbitrer le partage. En cas de désaccord, il est possible de voir des manifestations organisées par un groupe armé contre le gouverneur afin d'obtenir une meilleure répartition des bénéfices<sup>6</sup>.

Enfin, la compétition est également exacerbée par l'implication des milices dans des trafics de drogue, d'armes et de la prostitution. Les groupes pro-iraniens comptent dans leurs rangs de nombreux criminels reconvertis qui agissent en toute impunité, reproduisant des pratiques largement développées pendant les périodes les plus dures de la guerre civile, notamment les enlèvements de personnes.

Pendant la guerre civile, les kidnappings se produisaient chaque jour, voire toutes les heures, à Diyala. Les gangs chiites avaient des sections clandestines spéciales pour le kidnapping. Très actifs entre 2010 et 2014 sous Maliki, ils demandaient des ransons de 50 000 \$ minimum. Ce n'est qu'après la guerre contre le groupe EI qu'ils commencent à se montrer en public. Certains font quelques mois de prison puis sont relâchés. On voit qu'ils ont beaucoup d'argent, sont impunis, tirent en l'air dans les parcs. C'est une nouvelle période politique qui se traduit par le contrôle des gangs chiites<sup>7</sup>.

De cette manière, l'expropriation des terrains agricoles et l'imposition de taxes s'opèrent de manière courante.

#### UNE DIFFICULTÉ À STRUCTURER UNE STRATÉGIE NATIONALE

Face aux compétitions locales intermiliciennes, la question de coordonner une stratégie nationale est un véritable défi.

D'un point de vue stratégique, les milices pro-iraniennes parviennent à pérenniser leur principal objectif : exercer

6. Entretien avec un habitant chiite de Baquba, mars 2021.

7. Entretien avec un habitant chiite de Baquba, avril 2021.

suffisamment de pression sur le gouvernement afin d'obtenir reconnaissance officielle et ressources. Depuis 2017, plusieurs réformes du gouvernement tentent en vain de transformer le cadre légal de l'action milicienne, mais dépourvues d'action coercitive, ces réformes restent d'ordre cosmétique. En mars 2018, l'ex-Premier ministre Haider al-Abadi, définit à nouveau les milices comme partie intégrale des forces irakiennes avec la perspective de les soumettre aux mêmes lois. Les groupes pro-iraniens prennent immédiatement position contre la dissolution de leurs structures au sein de ces forces. Par la suite, l'ex-Premier ministre Adil Abdul Mahdi présente un plan de réforme des PMF afin de clarifier les conditions de reconnaissance des milices par l'État. Selon son décret 237, les groupes miliciens doivent réformer leur organisation sur un modèle national et renoncer à leurs liens avec des partis politiques et à toute activité économique<sup>8</sup>. Bien que ces annonces permettent au gouvernement d'obtenir la fermeture de certains bureaux des milices dans les villes, la question de leur dissolution est soigneusement évitée. À partir de 2019, l'escalade régionale entre l'Iran et les États-Unis paralyse toute possibilité du gouvernement d'agir contre les milices. Observées depuis le terrain, ces tentatives de mise au pas n'ont aucun impact. Les groupes miliciens demeurent des structures parallèles, refusant d'obéir à des ordres directs de leur chambre d'opération.

De plus, l'État irakien n'a pas la capacité pour réimposer un système de gouvernance autonome des réseaux miliciens. En premier lieu, le volume de l'appareil étatique le rend irréformable et peu efficace. Au niveau national, il se compose d'une masse de plus de 4 millions de fonctionnaires, soit plus de 60 % de la population active occupée. Le secteur privé, largement sous-développé, ne peut absorber des taux de chômage massifs, supérieurs à 35 % dans certaines régions et jusqu'à 60 % dans les régions les plus sinistrées, comme la ville de Hawija

8. Michael Knights, Hamdi Malik, Aymenn Jawad Al-Tamimi, « Honored, Not Contained: The Future of Iraq's Popular Mobilization Forces », *Policy Focus* 163, The Washington Institute for Near East Policy, mars 2020, p. 12-15.



dans le sud de Kirkouk. La dégradation de l'action publique laisse peu de perspective et la reconstruction avance très peu dans des régions du nord du pays durement touchées par la guerre. Cette faillite des capacités de gouvernance de l'État irakien permet au système milicien de tenter de s'établir durablement en renforçant leur contrôle sur les institutions publiques en court-circuitant l'autorité du gouvernement. Cette tendance à l'accaparement néo-patrimonial des ressources étatiques est une pratique courante de la vie politique irakienne, directement héritée du régime de Saddam Hussein : les organisations politiques détournent les ressources de l'État pour accroître leur influence sur la société. Cette mise sous tutelle des autorités locales leur permet *in fine* de contrôler les processus décisionnels locaux. Les conseils des gouvernorats (élus lors des élections provinciales) et les *baladiye* (l'administration des municipalités) passent sous l'influence des états-majors militaires qui nomment des militants à des postes à responsabilité ou font pression sur les fonctionnaires<sup>9</sup>.

Cependant, sur le plan politique, des problèmes de coordination limitent la capacité des groupes pro-iraniens à remporter les scrutins électoraux et à se pérenniser au sein du gouvernement.

Premièrement, l'absence de leadership unifié au niveau national limite la capacité de coordination. D'une part, l'un des moyens de préserver une forme de cohésion passait par l'intervention directe de figures importantes telles que Qassem Suleimani ou al-Muhandis. La capacité de ces derniers à s'impliquer dans des conflits locaux permettait de limiter toute escalade. Or, l'élimination de ces deux cadres affaiblit la capacité de l'Iran à jouer le rôle d'arbitre et à s'ingérer dans une gestion au cas par cas des relations entre les groupes. La politique iranienne souffre de

9. Cette tendance à l'accaparement néo-patrimonial des ressources étatiques est une pratique courante de la vie politique irakienne, directement héritée du régime de Saddam Hussein : les organisations politiques détournent les ressources de l'État pour accroître leur influence sur la société. Cette mise sous tutelle des autorités locales leur permet *in fine* de contrôler les processus décisionnels locaux, voir Arthur Quesnay, *La Guerre civile irakienne*, op. cit.

la moindre reconnaissance par une partie des milices irakiennes du nouveau commandant des forces al-Qods, Ismael Qaani, et la plus faible base sociale du nouveau responsable des PMF, Abu Faddak al-Muhammadawi. L'« axe de la résistance » en Irak n'est pas menacé d'éclatement, mais la capacité de coordination des différentes milices devient plus difficile. La coalition al-Fattah, dirigée par Hadi al-Amiri, le chef des brigades Badr, qui représente les milices pro-iraniennes aux élections législatives de 2018 et 2020, reste un conglomérat de groupes miliciens sans réelle cohésion ni capacité à mettre en œuvre des stratégies politiques. Avec 48 élus parlementaires en 2018, le Fattah réalise un score relativement élevé, mais est en net recul aux élections de 2021 avec seulement 17 députés.

D'autre part, le choix d'une stratégie de campagne unifiée est rendu difficile par la compétition. Au-delà de revendiquer la défense du pays et le maintien de la structure des PMF, les groupes miliciens ne présentent aucun programme de campagne concret. Dans des gouvernorats comme celui de Diyala, la capacité du clan pro-iranien comme le clan Tamimi, à garantir les accords passés entre les principaux groupes politiques et miliciens s'avère difficile. Par exemple, en 2018, les brigades Badr tentent de reprendre le poste d'un élu parlementaire de Asa'ib Ahl al-Haqq décédé. Le conflit dégénère entre les deux groupes armés, finalement le gouverneur Tamimi organise une médiation, ce qui permet d'éviter des affrontements armés. L'organisation de la campagne électorale est également négociée entre les groupes, il s'agit de répartir des projets d'investissements afin de légitimer les candidates auprès de la population dans chaque circonscription électorale. Ainsi, les brigades Badr sont incapables de contraindre Asa'ib Ahl al-Haqq dont la puissance militaire, mais aussi politique, s'accroît en 2018 avec un gain de 15 députés. Fort de ses succès, Asa'ib Ahl al-Haqq tente ainsi de s'imposer dans des villes tenues par les brigades Badr, provoquant de nombreuses tensions.

Enfin, les possibilités de coalition politique des milices pro-iraniennes se réduisent avec la défection de plusieurs groupes comme les milices fidèles à la marjariya en avril

2020<sup>10</sup>, ou le groupe Kata'ib Hezbollah qui établit son propre parti, al-Houqouq, peu avant les élections de 2021.

Deuxièmement, ce manque de leadership rend difficile toute adaptation au nouveau type de scrutin dont les règles ont changé. Contrairement aux élections de 2018 où le système de liste permet de présenter plusieurs candidats autour d'un consensus large, une division du territoire en 83 districts et le scrutin individuel de 2021 relance la compétition entre milices. Face au risque de perdre les élections, les groupes pro-iraniens mènent une mobilisation active de la population *via* des incitations de leurs militants ou par la coercition, notamment dans les zones rurales où la population est plus facile à encadrer<sup>11</sup>. Mais ces stratégies de coercition n'empêchent pas de pallier l'éclatement du vote. Faute d'accords précis, plusieurs candidats sont présentés par district, ce qui conduit à éparpiller les voix. En conséquence, malgré un nombre de voix relativement élevé (plus de 450 000 voix), les milices perdent la majorité de leurs sièges. Ces cycles électoraux positionnent les milices sur la défensive face au risque de voir une remise en cause de l'ordre politique qu'elles tentent de mettre en place, cependant leur contrôle sur l'État s'exerce avant tout par le bas et est loin d'être menacé.

10. Les « milices des sanctuaires » (*ataba*), pro-Sistani, annoncent leur volonté de se retirer des PMF en avril 2020 en signe de défiance envers la domination des groupes pro-iraniens (Hamdi Malik, « Pro-Sistani 'popular mobilization units' break with pro-Iran militias in Iraq », *al-Monitor*, 30 mars 2020 ; Inna Rudolf, « The Future of the Popular Mobilization Forces after the Assassination of Abu Mahdi al-Muhandis », in « Iraq in Transition: Competing Actors and Complicated Politics », Foreign Policy Research Institute, avril 2020).

11. Cela s'observe notamment dans les zones sunnites où les lois antiterroristes permettent de faire pression sur les votants.

### III. LA DÉRIVE DES FIEFS MILICIENS

L'augmentation du nombre de milices crée une dynamique de fragmentation et de désorganisation. De cette manière, la stratégie iranienne de neutralisation de l'action de l'État, notamment en démultipliant le nombre d'unités miliciennes, a plusieurs inconvénients. Premièrement, cet affaiblissement de l'État prive l'Iran d'un levier efficace pour réguler les acteurs miliciens. Deuxièmement, le renforcement des milices leur permet de s'autonomiser des centres de commandement officiels, aussi bien gouvernementaux que ceux des PMF, ce qui crée de graves problèmes de coordination.

Faute de coordination, les milices s'autonomisent et s'engagent dans la construction de fiefs. Cette dynamique s'opère de manière arbitraire pour trois raisons. D'une part, les milices chiites cooptent des auxiliaires locaux qui se retrouvent rapidement livrés à eux-mêmes. D'autre part, le manque d'encadrement est un problème structurel des milices : peu professionnalisées, elles répondent de moins en moins à leurs chaînes de commandement. Enfin, le développement brutal des fiefs miliciens s'explique par l'appât du gain, ce qui renforce les tensions avec la population.

#### LE RENFORCEMENT DES FIEFS MILICIENS

La politique iranienne de renforcement et de démultiplication du système milicien conduit à la montée en puissance de fiefs miliciens. En dehors des principaux axes de communication, dont la gestion entre les mains des grandes milices reste relativement cohérente, on observe une division accrue du contrôle du territoire et de la population entre les différentes milices avec d'importants problèmes de coordination.

La construction de ces fiefs s'opère à partir du contrôle des secteurs du foncier et de l'immobilier : de nombreuses factions disposent de leurs propres départements ou entreprises d'investissement, ce qui leur permet de s'emparer des propriétés

vacantes. La gestion de zones *via* le contrôle d'auxiliaires militaires sunnites est ainsi une source de revenus pour les principales organisations chiïtes. Les milices contrôlent par exemple les prix imposés aux populations déplacées sous forme de taxes, loyers ou revente de propriétés confisquées lors de la libération des territoires. Ces modes de racket s'observent dans le reste de l'Irak, un des exemples le plus connu étant celui du contrôle des Kata'ib Hezbollah sur la ville de Jurf al Sakhar au sud de Bagdad : l'organisation a obtenu du conseil du gouvernorat de Hilla l'annulation des droits de propriété des sunnites sous prétexte d'affiliation au groupe EI.

De plus, la politique de cooptation d'auxiliaires sunnites permet à d'autres organisations miliciennes chiïtes de développer de nouveaux fiefs comme dans le cas de Asa'ib Ahl al-Haqq à Jaluwla qui recrute massivement au sein de la tribu des Karawi. *A priori* paradoxaux, ces recrutements sont permis par la fluidité des systèmes d'allégeance dans des régions dont le tissu social a été largement transformé par la guerre. Par exemple, les notables de la tribu des Karawi ont pris parti pour l'ensemble des organisations occupantes de Jaluwla :

Avant 2003, une part importante des Karawi faisait partie de l'armée baathiste et en a profité pour prendre le contrôle des terrains appartenant aux Kurdes. Puis ils ont été brisés par la débaathification même si certains se sont engagés dans les Sahwa. En 2014, certains ont rejoint le groupe EI pour se venger des Kurdes et des forces chiïtes au pouvoir à Bagdad. En retour, les forces de l'UPK sous le commandement de Sangawi [commandant UPK en charge du Garmiyan] ont détruit Jaluwla au moment de la reconquête. À présent, les Karawi ont rejoint Asa'ib Ahl al-Haqq et utilisent cette alliance pour reprendre en main leur territoire<sup>1</sup>.

Cependant, ces recrutements d'auxiliaires sunnites par les milices chiïtes ne sont pas sans difficulté. Dans la majorité des cas, ils s'accompagnent d'humiliations et d'extorsions, comme le soulignent de nombreux témoignages<sup>2</sup>. Les questions de

1. Entretien avec un fonctionnaire de Diyala, novembre 2020.

2. Entretiens auprès de personnels humanitaires travaillant dans la zone, novembre 2020, et responsables politiques des territoires disputés, 2020.

versement des salaires, de rétribution et de reconnaissance créent des tensions entre les factions locales et les organisations mères ; les milices locales à Jaluwla, Khanaqin ou dans d'autres secteurs comme la ville de Muqdadiya se plaignent de ne pas recevoir leur salaire en raison de détournements organisés au niveau des chambres d'opération<sup>3</sup>. Les auxiliaires sunnites de Jaluwla, malgré une situation stratégique et la gestion d'un check-point rapportant plus de 300 000 \$ par jour, subissent ainsi l'autorité arbitraire de leur milice de tutelle<sup>4</sup>.

### LE MANQUE D'ENCADREMENT, UN PROBLÈME STRUCTUREL DU SYSTÈME MILICIEN

La gestion arbitraire des fiefs militaires à Diyala renvoie à un problème structurel des milices, leur manque d'encadrement et un niveau faible de professionnalisation. En premier lieu, les chambres d'opération des forces gouvernementales ou celles des PMF n'ont qu'une faible autorité sur les groupes militaires locaux. De plus, les grandes organisations chiïtes interfèrent régulièrement dans les prises de décision. Par conséquent, les chaînes de commandement sont peu fiables, et les unités travaillent à leurs propres profits. Cette absence de coordination s'observe dans la composition et la taille des unités militaires. Au niveau national, le *hashd* comprend en effet soixante-six unités chiïtes, quarante-trois unités sunnites (dites tribales ou *hashd al-asha'ir*) et une dizaine d'unités formées sur la base de minorités ethniques. Sur cet ensemble de 121 unités, moins de 60 ont reçu une désignation numérique unique (ou « numéro » de brigade) et de nombreuses « unités tribales » ou d'« autodéfense » ne sont pas reconnues par la commission du *hashd*. Les tailles varient avec des groupes ayant des dimensions dites de « division » (*firqa*) de 3 à 4 000 hommes comme les Sayara al-Salam, la division de combat al-Abbas, les Asa'ib Ahl al-Haqq et les Kata'ib

3. Entretiens auprès d'habitants de la zone Muqdadiya/Sinsil, mars 2020.

4. Z. Ali Salem, Mac Skelton, M. Van Den Toorn, « Security and Governance in the Disputed Territories under a Fractured GOI », *op. cit.*

Hezbollah. Une vingtaine de groupes auraient des formations de plus de 2 000 hommes alors qu'une centaine de micro-unités opèrent en tant que détachements de 50 à 600 hommes, à l'image des unités tribales<sup>5</sup>. Ces forces sont officiellement déployées en commandement régional avec des unités locales réparties dans les gouvernorats. Toutefois, cette répartition est largement variable selon les fréquents redéploiements d'unités sur d'autres régions, contribuant à la mixité des groupes ou à leurs mises en concurrence. De la même manière, la gestion du financement des groupes est mise à la discrétion des commandants d'unités de façon totalement décentralisée. En charge de l'enregistrement de leurs hommes et de leurs salaires, les commandants d'unités ont ainsi une autorité totale sur leurs hommes sans aucun autre moyen de contrôle des chambres d'opération.

En deuxième lieu, les groupes miliciens sont très peu professionnalisés et souffrent d'un manque chronique d'encadrement de qualité. Si certaines unités disposent d'entraînements spécifiques et d'un sous-commandement iranien, la démultiplication des groupes miliciens a pour corollaire de profondes carences. Par exemple, les principales organisations disposent de leurs propres bases d'entraînement. À Diyala, les brigades Badr sont les plus organisées avec un camp principal basé à Ashraf et d'autres plus petits. Asa'ib Ahl al-Haqq dispose d'une base propre à Jaluwla et les Kata'ib Hezbollah de nombreuses bases disséminées sur le territoire et plus discrètes afin de se protéger des bombardements. Mais pour les autres groupes miliciens, l'absence de camp d'entraînement spécifique est synonyme d'un faible niveau militaire. Bien que plusieurs décrets officiels stipulent que les PMF doivent passer par une académie militaire, cette procédure s'est considérablement relâchée depuis la fin de la guerre contre le groupe EI. Des annonces régulières stipulent la nécessité de professionnalisation, mais restent lettre morte. Ce manque de gestion se répercute sur la logistique. Chaque unité tend à prendre en charge ses propres besoins dans un souci

5. Michael Knights, Hamdi Malik, Aymenn Jawad Al-Tamimi, « Honored, Not Contained: The Future of Iraq's Popular Mobilization Forces », *op. cit.*

d'indépendance vis-à-vis du gouvernement, mais cette autogestion entraîne des formes de corruption. De plus, l'amateurisme provoque de nombreux accidents avec l'explosion de dépôts d'armes et d'explosifs. Souvent placées en zones urbaines, des explosions font des dizaines de morts chaque année, comme le soulignent des habitants de Diyala interrogés.

## IV. UN RAPPORT RÉPRESSIF À LA POPULATION

Bien que les groupes pro-iraniens poursuivent des objectifs politiques, leurs pratiques d'extorsion sur l'économie sont nombreuses. Depuis la fin de la guerre contre le groupe EI, on observe une dérive du système milicien à travers un rapport arbitraire et répressif à la population.

### FRAGMENTATION ET COMPÉTITIONS INTERMILICIENNES

Malgré des accords passés au sein des cercles de décision des cadres miliciens au niveau national, le système milicien manque de cohésion au niveau des districts. Les accords nationaux entre les groupes sont censés réguler la compétition : répartition des gains, division sectorielle des activités (type de contrebande, commerce, attributions de responsabilités administratives), découpage territorial. Toutefois, la cohésion entre les différents groupes reste faible sur le terrain.

L'absence de leadership unifié au niveau national est un problème notable. À Bagdad même, la coalition du Fatah reste un conglomérat de groupes miliciens sans réelle cohésion ni capacité à mettre en œuvre des stratégies politiques.

Les députés du Fatah sont incapables de créer des coalitions, se mettent à dos les sunnites, leurs groupes parlementaires [...]. Par exemple, lorsqu'ils ont passé la motion contre les États-Unis, ils ont été extrêmement brutaux, même les parlementaires du parti Dawa ont été menacés pour voter pour la motion. Ils ne voulaient pas que la loi des milices s'impose<sup>1</sup>.

De plus, l'un des moyens de préserver une forme de cohésion passait par l'intervention directe de figures importantes telles que Qassem Suleimani ou al-Muhandis. La capacité de ces derniers à s'impliquer dans des conflits locaux permettait de limiter toute escalade. Or, l'élimination de ces deux cadres remet

---

1. Entretien avec un cadre politique du Bloc du Futur, député au Parlement à Bagdad, janvier 2020.

en cause les mécanismes d'équilibre entre les groupes armés et risque d'accroître le nombre de conflits locaux.

L'un des principaux moyens de capter des ressources économiques passe par la taxation du transport commercial. Ce prélèvement demande une certaine organisation et une capacité à s'accorder sur le contrôle des routes menant de la frontière iranienne à Bagdad. Un système de taxation est ainsi en cours de constitution :

Pour passer, il faut d'abord payer la marchandise au poids [sur une balance à camion], ensuite il y a trois check-points : à la frontière du gouvernorat [check-point de Bawa Makhmoud] ou aux frontières avec l'Iran, la taxe est de 50 000 dinars aux gardes-frontières qui partagent les revenus avec les miliciens. Vingt kilomètres après la frontière, derrière les frontières du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), il faut payer 250 000 dinars directement aux milices pour la « taxe des martyrs ». Il y a un dernier check-point avant Bagdad où il faut payer 150 000 dinars à l'armée irakienne [officieusement il s'agit de miliciens]<sup>2</sup>.

La taxation dépend également du type de produit transporté : « C'est 35 000 dollars par camion pour franchir la frontière sans passer par une fouille des gardes-frontières<sup>3</sup> » et « les cargaisons les plus sensibles sont escortées directement par une voiture de l'armée irakienne<sup>4</sup> ». L'importance stratégique des voies de circulation amène ainsi les milices à nouer des accords afin de garantir le passage et d'accroître les profits.

Il y a une contrebande depuis l'Iran sur plusieurs produits interdits d'exportation : le beurre, les œufs, les graines, la viande, les médicaments. Les fonctionnaires qui refusent d'y participer sont mutés. Les autorités relâchent systématiquement les conducteurs de camions arrêtés si ces derniers sont couverts par une autorité politique, par exemple Adnan Amin chez les Kurdes<sup>5</sup>.

2. Entretien avec Mahmoud (pseudo), conducteur de camion entre Khanaqin et Bagdad, janvier 2020.

3. Entretien avec Nadir, membre de la direction de la sécurité pour la région de Garmiyan, novembre 2019.

4. Entretien avec Mahmoud (pseudo), conducteur de camion entre Khanaqin et Bagdad, janvier 2020.

5. *Idem*.

En outre, ces accords facilitent le détournement de secteurs entiers au profit des groupes miliciens :

Moqtada Sadr a pris le monopole sur la production des produits chimiques en faisant du dumping économique, c'est-à-dire que pendant 3 mois il a interdit aux entrepreneurs kurdes de travailler, les poussant à la faillite<sup>6</sup>.

Malgré l'ampleur de ces exactions, les opérations de police pour sanctionner la dérive des réseaux miliciens échouent régulièrement en raison de l'ancrage des réseaux criminels dans la hiérarchie militaire. Depuis 2018, le bilan de ces opérations de « nettoyage » se résume à quelques mises au pas de commandants et à la fermeture de 320 sites (camps ou bureaux de milices) sur l'ensemble de la zone Kirkouk-Diyala. Cependant, les milices ne sont toujours pas soumises à la justice militaire et les Kata'ib Hezbollah verrouillent les institutions de contrôle. Jusqu'à présent, aucune procédure n'a été ouverte à la suite des exactions commises dans les opérations contre le groupe EI ou durant les manifestations, ce qui démontre la supériorité du *hashd* sur le processus judiciaire.

Les exactions liées aux opérations militaires anti-groupe EI se situent dans la continuité de la répression anti-baathistes d'avant 2014. La population sunnite est fortement marquée par ces exactions comme par exemple celle du 22 août 2014 lors du massacre de 34 civils sunnites dans la mosquée Musab bin Omair à Imam Wais ou celle du 26 janvier 2015 avec le meurtre d'au moins 72 sunnites, hommes et enfants, à Barwana. Ces violences miliciennes ont traumatisé les habitants sunnites de Diyala qui ne voient aucun recours possible face à l'impunité des milices. Cette situation explique la quasi-inexistence de manifestations à Diyala durant l'année 2020. Le témoignage suivant est particulièrement explicite de la peur ambiante, notamment dans les zones rurales du gouvernorat :

Nous [les habitants sunnites de Diyala] sommes des citoyens de deuxième classe dans une zone contrôlée par les milices. Au

6. Entretien avec Nadir, membre de la direction de la sécurité pour la région de Garmiyan, novembre 2019.

meindre prétexte, les miliciens nous accusent d'appartenir au groupe EI et viennent nous arrêter. Les personnes disparaissent à la suite de ces arrestations et celles qui reviennent sont torturées et humiliées. Nous n'avons personne pour nous protéger<sup>7</sup>.

Dans ce contexte, le sort réservé aux populations déplacées est catastrophique. Sous menace d'être poursuivis pour actions terroristes, les déplacés sont rackettés :

Quand les IDPs essaient de revenir, les milices prennent 1 million d'IQD soit le montant alloué par le gouvernement par famille de déplacés. Ensuite, les milices font payer un badge de 200 000 IQD par personne qui sert de permis de circulation<sup>8</sup>.

Concernant la répression de la société civile, les membres d'ONG et les activistes sont devenus des cibles pour les milices. La répression milicienne n'est pas centralisée : les milices pro-iraniennes suivent globalement la même politique de harcèlement, mais chaque organisation mobilise ses propres réseaux. Par exemple, les brigades Badr utilisent leurs combattants en les plaçant au sein des forces de sécurité conventionnelles alors que les Kata'ib Hezbollah organisent une répression parallèle dotée de ses propres listes d'activistes à assassiner ou à enlever. Les Kata'ib Hezbollah disposent également de leur propre centre de détention à Jurf al-Sakhar<sup>9</sup>. Il est possible de corrompre des miliciens pour échapper à des poursuites, mais le risque de se faire reprendre reste élevé :

Si un activiste veut vérifier que son nom est dans les check-points, il faut directement demander aux milices. Ils peuvent lui répondre qu'ils veulent le rencontrer, ce qui signifie qu'ils veulent l'arrêter et cela lui permet de s'échapper. Sinon il faut trouver quelqu'un qui travaille pour les milices et lui payer de l'argent. Ce service peut valoir 2 000 \$, et pour supprimer définitivement son nom d'une liste c'est encore plus cher<sup>10</sup>.

7. Entretien auprès d'habitants de la zone Muqdadiya/Sinil, mars 2020.

8. Entretien avec un personnel humanitaire travaillant dans un camp de la région de Garmiyān, novembre 2020.

9. Michael Knights, « Back into the Shadows? », *op. cit.*, p. 16-17.

10. Entretien avec une activiste arabe sunnite de Diyala, décembre 2020.

Cette répression agit également de manière diffuse dans la société à travers des encouragements à la délation, la mobilisation de certains groupes sociaux contre d'autres. Un habitant de Diyala décrit ce système qui dépasse largement la simple physique :

Le système milicien est similaire au système *bassiji*, mais il n'y a pas vraiment de groupes constitués en tant que tels dans les écoles ou les universités. Il s'agit plutôt d'organisations à vocation « sociale » ou religieuse, qui interviennent dans la société, contactent des habitants, proposent de collaborer. Ce type d'organisation incite par exemple à la délation de certains étudiants ou cherche à ruiner la réputation de certains notables ou fonctionnaires. Ces organisations organisent des ateliers sur l'islam et jouent sur le fait que vous êtes un bon musulman si vous êtes proche des PMF. Les milices ont leurs propres institutions civiles qui permettent de coopter et rétribuer leurs sympathisants<sup>11</sup>.

L'effet de ce jeu de cooptation-répression est de transformer la cartographie identitaire et politique du gouvernorat selon deux critères : l'acceptation par les habitants du modèle milicien et leur origine confessionnelle. Cette hiérarchie a un impact concret sur la manière dont les habitants se déplacent dans le gouvernorat et opèrent leurs activités professionnelles :

Il y a trois jours, j'ai acheté trois barils de pétrole à Kalar pour notre bureau de Jaluwla. Au check-point de Qalaa, les officiers de la *firqa* 5 n'ont pas laissé passer le chauffeur qui les transportait. Il m'a appelé et j'ai essayé de discuter avec l'officier du check-point, mais il ne voulait rien entendre ; quand je lui ai dit que je connaissais Hussein Jaddam [un des leaders d'AAH à Jaluwla] il m'a répondu qu'il ne le connaissait pas et de ne pas l'appeler. Je l'ai appelé quand même et il m'a dit d'attendre un peu. Il y a eu quelques confusions et différents appels, mais finalement l'officier a laissé passer le chauffeur après que Hussein Jaddam l'a appelé directement<sup>12</sup>.

Toute activité, économique ou sociale, est l'objet d'accaparement ou de négociation au bon vouloir des milices en charge.

11. Entretien avec un habitant arabe sunnite de Diyala, décembre 2020.

12. Entretien avec un commerçant arabe sunnite de Diyala, décembre 2020.

Dans le cas de Jaluwla, Asa'ib Ahl al-Haqq est seul maître de ces décisions, comme le décrit le membre d'une ONG :

Ils [les miliciens de Asa'ib Ahl al-Haqq] voulaient me tester. Ils commencent par me demander sur ton très dur qui nous a autorisés à travailler ici. Ils me disent que Jaluwla appartient à Asa'ib Ahl al-Haqq. Khanaqin et Sadiya sont Badr. Je lui dis que j'ai l'autorisation du gouvernement fédéral, de Bagdad, et du Majles al Mahali [conseil local], d'al-Estekhbarat [renseignement], et de Amn al-Watani [sécurité nationale]. Leur commandant me répond de ne pas les mentionner, que c'est uniquement Asa'ib Ahl al-Haqq qui contrôle la région. Qu'ils n'ont rien à faire d'eux, que personne ne peut faire quoi que ce soit sans eux, qu'ils vont fermer notre bâtiment et qu'on va partir d'ici<sup>13</sup>.

Ce type d'altercation entre milice et habitant est fréquente.

Plusieurs témoignages montrent que les habitants apprennent progressivement à connaître la cartographie des milices et parviennent à s'adapter.

Il est difficile de travailler à Jaluwla, car les contacts que nous avons avec l'armée ou les autorisations officielles ne sont pas reconnus par les milices locales. Quand nous nous rendons à Jaluwla, nous devons traverser une série de check-points tenus par des milices. Nous ne savons pas exactement de qui il s'agit, cela change et les insignes ne veulent rien dire. En général, les miliciens demandent pour qui nous travaillons, où nous allons, quelles sont nos activités. Sans accord avec les chefs des milices, il est impossible de passer. Pour faire passer du matériel, c'est encore plus difficile, les milices veulent prendre une partie de la cargaison pour elles par exemple. Leur technique est de proposer de nous escorter ou de transporter elles-mêmes le matériel<sup>14</sup>.

Cependant, les habitants de Diyala soulignent tous le fait que le manque d'éducation et de formation des miliciens et l'absence de commandement centralisé provoquent une situation chaotique :

13. Entretien avec une activiste membre d'une ONG à Diyala, décembre 2020.

14. Entretien avec un activiste kurde, responsable d'une ONG à Diyala, novembre 2020.

Les milices n'ont pas de stratégie. C'est contre-productif pour elles de créer des problèmes aux points de contrôle, ça se retourne contre elles et aliène la population. Ces miliciens sont souvent des gens stupides et analphabètes qui ne peuvent même pas lire les noms sur les cartes d'identité<sup>15</sup>.

#### ACCAPAREMENT ET ACCUMULATION DES RESSOURCES

La répartition des activités économiques entre les différentes milices présentes à Diyala est organisée au plus haut niveau des différentes organisations miliciennes. Le but est d'éviter certains conflits entre milices, mais également de partager les parts du marché concernant des appels d'offres publics, auxquels répondent des sociétés affiliées aux milices. Au sein du gouvernorat, les « bureaux économiques » de chaque milice contrôlent l'application de ces accords économiques et prospectent de nouveaux marchés, notamment les contrats d'investissements remportés par des entreprises locales et qui représentent une source d'extorsion<sup>16</sup>.

Sayid Majid est l'un des commandants Badr à Diyala. Il est connu pour avoir réussi à détourner tous les fonds alloués par le FMI pour un projet de traitement des eaux. L'argent devait être géré par le comité des finances du district, mais il a été totalement détourné sans que personne ne puisse s'y opposer<sup>17</sup>.

En effet, le niveau de violence du gouvernorat et les flous juridiques depuis la reconquête sur le groupe EI permettent aux milices de mettre la main sur de nombreuses infrastructures publiques, au nom de leur protection, puis de capter l'aide à la reconstruction. Faute de régulation étatique, l'ensemble des secteurs économiques est touché : l'agriculture, le trafic de pétrole, la pharmaceutique... La mise en œuvre des contrats publics est également source d'extorsion :

15. Entretien avec un membre d'une ONG, originaire de Diyala, novembre 2020.

16. Entretiens avec des responsables politiques à Bagdad et fonctionnaires originaires de Diyala, 2020.

17. Entretien avec un fonctionnaire à Diyala, novembre 2020.



Si une société travaille pour la construction d'une route, elle va forcer les familles du quartier où la route est construite à participer à son financement, en plus de l'argent fourni par les autorités. Si une famille ne veut, ou ne peut pas payer, la société va faire intervenir les milices locales pour menacer cette famille. La milice remportera par exemple 50 % de l'argent réclamé à la famille<sup>18</sup>.

Coordonné par les états-majors des principaux groupes miliciens, le partage des bénéfices aux check-points est également au centre de la stratégie milicienne :

Depuis le poste-frontière de Munzariah qui est mixte, il y a 9 check-points (Munzariah, Khanaqin, Nawdaman, Qara Tapa et 5 dans le secteur de la ville de Ozem) de différentes milices pro-iraniennes, dans Diyala. Ils demandent votre identité et de l'argent, 50 à 70 \$, sinon ils sortent la cargaison des camions. Au total, ça coûte environ 600 \$ de traverser la zone en plus des taxes de la frontière et à l'arrivée à Bagdad. En dehors de Diyala il n'y a pas ce type de check-points. Mais l'armée irakienne n'a pas le pouvoir de fermer ces check-points. Kadhimi est venu à Munzariah pour changer le chef de la police, mais ne peut pas intervenir sur les check-points. C'est comme ça depuis 4 ans et ça n'a pas changé<sup>19</sup>.

Ces extorsions s'opèrent également au sein des organisations miliciennes dont certains commandants peuvent accaparer des contrats à des fins personnelles. Cependant les hautes autorités miliciennes et les cadres iraniens ferment les yeux en raison de l'importance des revenus générés par la province et qui contribuent à alimenter l'Iran en dollars. Par exemple, la crise de la COVID-19 a été synonyme d'un contrôle moins fort sur la frontière, ce qui a permis un détournement accru des taxes par les groupes miliciens. Une partie de ces taxes étant directement reversée à l'Iran<sup>20</sup>.

18. Entretien avec une activiste arabe sunnite à Diyala, décembre 2020.

19. Entretien avec un Kurde irakien, conseiller sur la question de Diyala auprès de l'UPK, novembre 2020.

20. Entretien avec un Kurde irakien, conseiller sur la question de Diyala auprès de l'UPK, novembre 2020 ; entretien avec un membre du mouvement Gorran, novembre 2020.

Plusieurs officiels et habitants de Diyala témoignent de la dégradation du niveau de vie des miliciens qui, moins payés et peu financés, s'engagent davantage dans les activités de racket<sup>21</sup>. Selon Mohammad, un humanitaire originaire de Diyala, de nombreuses unités miliciennes souffrent du manque de ressources, ce qui les pousse à planifier des enlèvements et à s'engager dans différents trafics, souvent à l'insu de leur propre commandement :

Le *hashd* n'a plus de ressources maintenant. Ils sont fauchés. L'Iran n'a pas d'argent. Mais les gens ne peuvent même pas arrêter de travailler pour le *hashd* car il n'y a pas d'alternative pour gagner de l'argent. Et puis ils ont obtenu le pouvoir pendant la guerre du groupe EI, ils avaient des armes à feu et tout. Ils ne peuvent pas abandonner cela [...]. Ils sont si faibles qu'ils essaient de se rapprocher du gouvernement, ils ont demandé à Abdul Mahdi ou Kadhimi de les prendre et de travailler pour l'armée, mais le gouvernement a si peu fait, il n'a pas d'argent non plus<sup>22</sup>.

Cette criminalisation de nombreux miliciens renforce la désstabilisation et met en péril les équilibres sociaux locaux :

Les miliciens se font souvent la guerre entre eux pour mettre la main sur des ressources. Ils n'hésitent pas à assassiner des commandants importants sous prétexte de détournement ou de non-paiement de certains contrats. Le problème est que cela affecte les équilibres au sein de la société et encourage des revanche tribales<sup>23</sup>.

Certains groupes miliciens agissent comme des gangs dans une totale impunité et sans chaîne de commandement pour les maîtriser. Un habitant témoigne de cette dérive :

Mon beau-frère a été kidnappé, nous avons demandé à tout le monde, le gouvernement a dit qu'il était en contact avec Kata'ib

21. Entretiens avec des habitants de la région, novembre 2020.

22. Entretien avec un membre d'une ONG originaire de Diyala, novembre 2020.

23. Entretien avec un travailleur humanitaire originaire de Diyala, novembre 2020.

Hezbollah et les sadristes, mais c'est inutile. Je l'ai cherché pendant deux mois, je suis allé partout, mais ils l'ont tué, ils voulaient de l'argent parce qu'ils savaient qu'il travaillait pour une ONG [...]. Si vous avez de la chance, vous trouverez le chef du groupe et devrez engager son fils ou plus [...]. Il n'y a rien à faire. Ils menaceront quiconque a de l'argent. J'ai des amis qui ont rejoint le *hashd*, ils allaient bien, mais ça fait 2 ou 3 ans qu'ils m'appellent et essaient de me menacer parce qu'ils savent que je travaille pour une ONG internationale<sup>24</sup>.

### UN RAPPORT VIOLENT À LA POPULATION

L'extorsion, la taxation arbitraire, l'absence de redistribution provoquent un fort mécontentement dans l'ensemble de la population. Cependant, le rapport à la population de ce système politique est inégal et dépend principalement de l'identité confessionnelle des habitants et de la différence ville-campagne. Dans les zones sunnites, la pression est très forte, les gens n'osent pas sortir, ils ont peur des groupes armés. Les PMF tentent de limiter certains abus, par exemple sur le trafic de drogue, en changeant le chef de la police de Baladruz, mais globalement il n'y a aucune tentative sérieuse pour réguler la tendance répressive des milices. On remarque au contraire une multiplication des réseaux d'extorsion et l'usage arbitraire des lois antiterroristes.

À Baladruz, avant le changement du chef de la police en août 2021, même les enfants étaient impliqués dans le trafic de drogue. Beaucoup de gens étaient drogués, et ça se voyait partout dans la rue. J'ai même vu quelqu'un prendre de la drogue dans un café. La population commençait à être très indignée, ce qui a poussé le gouverneur à intervenir. Il a changé le commandant de police, ce qui a réduit de 70 % le trafic local. Mais ça ne concerne que les petits revendeurs, il ne peut pas toucher aux gros trafiquants<sup>25</sup>.

24. Entretien avec le directeur d'une ONG originaire de Diyala, novembre 2020.

25. Entretien avec un habitant sunnite de Baladruz, avril 2021.

Sur le plan de l'embrigadement de la population, la composition démographique du gouvernorat avec plus de 60 % de sunnites oblige les milices à limiter leurs tentatives d'embrigadement.

À Diyala, il n'y a pas d'initiative milicienne pour embrigader les gens. La population ne supporterait pas. Ici la population est sunnite à 50 % et c'est une ligne rouge. Au début, les milices faisaient beaucoup de propagande, mais les gens sont devenus agressifs et les milices ont dû devenir plus discrètes<sup>26</sup>.

Cependant, la répression contre les activistes et les travailleurs humanitaires est très forte.

Les milices sont plus fortes maintenant, elles visent les activistes : assassinats, menaces, chantage. Un ami distribuait des produits pour se protéger de la COVID dans le marché de la ville. Il y a eu un malentendu et les milices l'ont embarqué pendant trois jours pendant lesquels il a été battu. On lui a dit : « si vous nous poursuivez, on vous accusera de terrorisme »<sup>27</sup>.

De nombreux activistes rencontrés à Diyala racontent :

Jusqu'aujourd'hui je dors dans différentes maisons pour me protéger. Il y a des voisins qui travaillent avec Badr et qui peuvent me prévenir parfois. C'est arrivé une fois pendant les manifestations, ils m'ont dit que j'étais recherché et je suis parti dans le nord, dans d'autres villes<sup>28</sup>.

Les milices utilisent de fausses accusations pour nous empêcher de travailler. Ils arrêtent des gens en les accusant de vendre de la drogue<sup>29</sup>.

La population n'a pourtant pas d'autres moyens d'expression que de descendre dans la rue pour obtenir plus de services de la part des autorités. Malgré la répression, les tentatives de mobilisation continuent, notamment dans les quartiers chiites où les habitants ont plus de contacts avec les forces de sécurité.

26. Entretien avec un notable arabe sunnite de Baquba, avril 2021.

27. Entretien avec des activistes arabes chiites de Baladruz, mars 2021.

28. *Idem*.

29. *Idem*.

Les habitants des quartiers chiites de Baladruz descendent dans la rue pour demander plus de services, cela marche et les autorités sont obligées d'investir plus. En revanche, le quartier sunnite de Baladruz est très mal entretenu, ses habitants ont trop peur pour sortir manifester. Ils feraient l'objet d'accusations de terrorisme<sup>30</sup>.

De fait, le système milicien repose de plus en plus sur des logiques répressives et autoritaires de gestion de la population. La répression des milices dépasse les manifestations et se traduit par un durcissement du système milicien sur l'ensemble du territoire. L'action des milices est notamment très violente contre les populations arabes ou kurdes sunnites qui ne peuvent manifester de peur d'être réprimées sous prétexte de lutte antiterroriste. Plus généralement, l'ensemble des associations et ONG financées par l'international sont menacées.

Le *hahsd* tente de contrôler l'action des ONG qui font du *capacity building* afin que la société ne puisse pas s'organiser contre eux. Il est fréquent qu'ils arrêtent les gens qui se rendent aux réunions ou alors se créent un réseau clientéliste à travers la distribution des permis de construire (extension de maison...). Ils noyautent également les réunions en y envoyant leurs partisans<sup>31</sup>.

Depuis décembre 2019, les milices sont parvenues à obtenir du ministère de l'Intérieur que les autorisations de circulation ne soient plus accordées aux ONG. Dans ce contexte, les activistes et humanitaires sont sous menace permanente et doivent passer à des modes d'action semi-clandestins.

30. Entretien avec un habitant arabe chiite de Baladruz, mars 2021.

31. Entretien avec Younes (pseudo), responsable d'une ONG irakienne dans les territoires disputés, janvier 2020.

## V. LE RETOUR DU GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE

Alors que l'on observe une polarisation croissante entre les groupes miliciens et la population qui subit leur emprise, le cas du gouvernorat de Diyala interroge la capacité du modèle milicien à se pérenniser. Pourtant, face au mouvement de protestation, les groupes miliciens sont dans une situation de force, disposant de postes au sein de l'État irakien et du soutien de l'Iran. Ainsi, depuis la fin de la guerre contre le groupe EI, Téhéran est devenu le principal acteur de la crise irakienne. Or, l'ancrage politico-milicien dans l'État paralyse toutes tentatives de réformes. En conséquence, alors que l'emprise croissante du système milicien sur l'appareil étatique marque un tournant en faveur de groupes pro-iraniens dans la trajectoire du système politique irakien post-2003, la dégradation du contexte économique et sécuritaire est inquiétante. L'inscription du système milicien dans la durée se traduit par un approfondissement de la faillite des capacités de gouvernance de l'État irakien, qui ouvre la voie à un retour de l'insurrection armée dans les provinces délaissées par le gouvernement. La particularité de cette configuration est que, contrairement à avant 2014 où l'armée irakienne était déployée en masse, mais peu ancrée localement, la majorité des villes sont actuellement sous le contrôle d'appareils miliciens dont l'ancrage interdit tout retour du groupe EI *intra-muros*. Cette situation explique que, malgré un retour de l'insurrection dans les zones rurales, les villes sont encore peu touchées par le phénomène. Le quadrillage sécuritaire développé par le système milicien parvient ainsi à tenir les villes et les axes stratégiques, mais détruit l'État de l'intérieur, hypothéquant tout modèle de gouvernance viable sur le long terme.

### L'INEFFICACITÉ DE LA LUTTE CONTRE LE GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE

Les milices se concentrent d'abord sur des activités lucratives (contrôle de secteurs économiques, contrebande, taxation) et la sécurisation des voies de passage entre l'Iran et la Syrie. Elles délaissent à l'inverse la mise en place d'actions publiques

et sécuritaires sur le long terme. La lutte contre le groupe EI en devient inefficace tandis que les mécanismes répressifs contre la population locale et la société civile renforcent le mouvement de contestation depuis octobre 2019.

Les groupes miliciens n'ont pas de stratégies établies en matière de politiques publiques ou de réformes. Dans le gouvernorat de Diyala, la cooptation de différentes élites politiques ou économiques n'a pas donné lieu à de nouvelles formes de gouvernance. Au contraire, alors qu'une partie importante du personnel administratif et des services publics des ex-zones sous contrôle kurde a quitté ses fonctions avec la reprise du territoire par le gouvernement central en octobre 2017, les milices ont été incapables de les remplacer, laissant un vide en matière de gouvernance. En conséquence, il manquerait la moitié des effectifs et la situation en termes de services, tels que l'eau, l'électricité ou la voirie, s'est largement dégradée.

En revanche, le contrôle de secteurs économiques et de la contrebande reste l'activité prioritaire des milices. Des trafics comme celui de la drogue de synthèse permettent de faire plus de 50 % de bénéfice par convoi. De plus, les milices imposent leurs propres entreprises ou obligent les entrepreneurs à partager leurs bénéfices. Les systèmes de racket ou de taxation mis en place ont d'ailleurs transformé l'identité ethnique et religieuse des réseaux commerciaux et leur modalité de circulation, notamment dans les gouvernorats situés à proximité de la frontière iranienne. Cette emprise favorise l'explosion de l'économie illicite, en particulier les trafics d'armes et de drogue.

Le développement de cette économie illicite explique qu'en dehors de la sécurisation des axes de passage entre l'Iran et la Syrie, les milices sont de plus en plus rétives à s'engager dans des opérations sécuritaires pour combattre le groupe EI. Or, le gouvernorat de Diyala est connecté à la zone de résurgence du mouvement dans les territoires disputés : Tuz Khurmatu, Kirkouk (monts Hamreen), sud de Mossoul. Cette suite de zones rurales et de villages arabes sunnites est très peu contrôlée, ce qui permet aux militants de l'organisation de s'y déplacer et de contrôler les populations. Par exemple, les milices n'interviennent pas lors

des attaques perpétrées contre les forces armées de la région et n'y mènent aucune enquête à la suite des attaques ciblées contre les habitants.

Ainsi, les calculs politiques ont repris le dessus sur la lutte contre le groupe EI. Dans un jeu politique de plus en plus fragmenté, la question du groupe EI est au mieux perçue comme mineure pour le *hashd*, et comme un problème utile pour les partis kurdes qui font le pari d'un affaiblissement du pouvoir central. Le système milicien pro-iranien fonctionne à deux vitesses entre le centre (Bagdad) et la périphérie, où les territoires disputés sont perçus comme moins stratégiques. Les groupes pro-iraniens se concentrent sur les dynamiques politiques et économiques, ce qui les détourne des missions de sécurisation. De leur côté, les responsables kurdes considèrent le *hashd* comme plus menaçant pour eux que le groupe EI et refusent de collaborer. Les organisations kurdes ont nombre de détenus du groupe EI, et disposent d'une bonne compréhension du fonctionnement de l'organisation dans les territoires disputés, mais ils refusent de partager ces informations. Le message est que seules leurs forces de sécurité (les *assaysh*) peuvent assurer celle des territoires disputés. Cette fragmentation explique l'accélération du retour du groupe EI avec des attaques simultanées, la destruction d'infrastructures stratégiques (comme les installations électriques de Kirkouk, ce qui a privé en partie la ville d'énergie pendant plusieurs jours, début mai 2020) ou encore une pénétration de la ceinture sunnite de Bagdad.

Comblé le vide sécuritaire passe par la relance des mécanismes de collaboration entre le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et Bagdad, mécanismes bien connus des acteurs, mais non appliqués en raison de trois niveaux de blocage.

Tout d'abord, les tensions entre les partis kurdes et Bagdad créent un véritable *no man's land* entre les positions kurdes et celles du gouvernement. Le groupe EI en tire une facilité de circulation de Khanaqin (Diyala) jusqu'à Makhmour (Ninive). Les forces kurdes refusent de participer à la sécurisation de cet espace tant que Bagdad ne leur accorde pas une parité dans les forces de sécurité, notamment à Kirkouk. Du côté de Bagdad,

la demande n'est pas acceptable, car le gouvernement déduit que, comme par le passé, toute procédure de *power sharing* sera contrôlée par les Kurdes en raison de la faiblesse de l'État central et la majorité démographique des partis kurdes. Dans ces conditions, les relations entre les peshmergas et le ministère de la Défense sont complètement bloquées.

En second lieu, les rivalités entre les partis kurdes fragilisent tout espoir de coopération, même en cas d'accord entre Bagdad et le GRK. En effet, une nouvelle crise débute mi-avril 2020 lorsque Bagdad gèle le versement du budget qu'obtient le GRK en échange du transfert des revenus des 250 000 barils de pétrole vendus par jour – revenus que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) n'a toujours pas versés au gouvernement central depuis la mise en place du nouvel accord budgétaire pour l'année 2020. Cette crise, qui dure avec des intermittences depuis 2013, accroît actuellement la division PDK-UPK. En effet, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) refuse de suivre le PDK dans une stratégie de confrontation avec Bagdad et cherche à négocier séparément une solution avec le gouvernement irakien. Dans ce contexte, le GRK est incapable d'avoir une action cohérente et les tensions entre les partis kurdes n'ont jamais été aussi fortes. Il faut rappeler que le gel du budget, qui correspond surtout aux salaires versés à 70 % de la population active et travaillant pour la fonction publique, vient s'ajouter aux tensions politiques créées par la crise sanitaire de COVID-19, le PDK n'ayant pas reversé à Souleymaniye les aides délivrées par Bagdad.

Enfin, les groupes miliciens sont de plus en plus engagés dans des trafics divers et de moins en moins capables de gérer la question de la sécurité. Le groupe EI se redéploie principalement dans les districts où les forces de sécurité sont les plus corrompues, comme les zones pétrolières proches de la base aérienne K-1, ou dans le sud de Kirkouk, près de Tuz Khurmatu. Le manque d'efforts de contrôle de la population a des effets d'autant plus graves que plus de 150 000 déplacés vivent dans la région de Kirkouk. Les faibles contacts entre l'État et ces populations paupérisées en font des foyers de recrutement faciles pour le groupe EI.

## LE RETOUR DU GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE ACCÉLÉRÉ PAR LES CONFLITS SOCIAUX

Dans les villes, les milices s'efforcent de mettre en avant leurs branches civiles, mais ce subterfuge masque mal la gestion catastrophique du territoire et de la population. En réalité, la gouvernance milicienne renforce les conflits sociaux par ses politiques de cooptation-répression, ce qui permet le retour accéléré du groupe EI.

En s'accaparant des ressources de l'État et les infrastructures économiques, le *hashd* joue sur la mobilisation d'une partie des habitants contre le reste de la population. Les bureaux civils du *hashd* [*hashd al-Madani*] se décrivent comme une forme d'avant-garde de l'État, mais n'opèrent qu'au profit de leurs propres intérêts. Cette politique se retrouve dans la réorientation de l'aide humanitaire en conditionnant l'accès des ONG aux populations :

Seules certaines ONG sont autorisées à travailler. Une partie de leur aide doit revenir à la milice qui les soutient et cette dernière place ses membres au sein de l'ONG<sup>1</sup>.

En conséquence, seule une petite partie de la population reçoit de l'aide tandis que la majorité des habitants de Diyala subissent la paupérisation, le chômage et une chute croissante du taux d'alphabétisation.

L'effondrement des services publics accroît la fracture entre les villes et les campagnes. Le village de al-Hamda témoigne de la rapide transformation du tissu social :

Le village abritait 1 115 familles avant la guerre contre le groupe EI, à présent seules 155 familles y habitent. Les autres habitants sont décédés ou ont fui et sont incapables de revenir en raison des milices. La situation économique dans le village est terrible, environ 40 % des hommes sont au chômage, les autres étant soit travailleurs journaliers, soit engagés dans les forces de sécurité irakiennes<sup>2</sup>.

1. Entretien avec un activiste membre d'une ONG à Diyala, novembre 2020.

2. Entretiens auprès d'habitants de la zone Muqdadiya/Sinil, mars 2020.

Cette dégradation de la situation socio-économique entraîne des cycles de violence. Les fonctionnaires du gouvernorat sont pris au dépourvu par ce cercle vicieux : « Diyala est sans espoir. Il y a un engrenage de vengeance qui n'est pas près de s'arrêter<sup>3</sup>. » Par exemple, de nombreuses attaques recensées ne sont pas le fait du groupe EI, mais de groupes criminels et de groupes tribaux cherchant à se venger. Le cas de Jaluwla est symptomatique de cet engrenage de vengeance, ethnique ou tribal. Jaluwla est en effet une ville largement recomposée – majoritairement kurde avant 2003, elle était constituée jusqu'en 2014 de 60 % d'Arabes, 35 % de Kurdes et 5 % de Turkmènes. En 2018, le district compte 85 % d'Arabes, 10 % de Kurdes et 5 % de Turkmènes. Les conflits tribaux et fonciers sont au cœur de cette recomposition démographique et perpétuent une compétition pour la prise de pouvoir local. Un habitant du village de Abu Saida témoigne de ces cycles de violence incontrôlés :

Kadhimi a fait venir les forces spéciales de la police (SWAT) à Abu Saida parce qu'il y avait beaucoup de problèmes tribaux. Le maire, Hareth, a été tué il y a 6 mois, il était de la tribu chiite Rabia. Il est accusé d'avoir tué beaucoup de sunnites. C'est un de ses gardes qui l'aurait tué, soit pour se venger, soit parce qu'il a été payé. Les Rabia et les Tamimi sont toujours en conflit. Ils essaient d'obtenir les positions de l'administration. Un jour, deux hommes ont été tués dans la rue par quelqu'un de la tribu Rabia puis quatre ont été tués chez les Rabia par les Tamimi<sup>4</sup>.

Un autre habitant de la ville de Muqdadiyah donne la même analyse :

L'attaque contre le leader de la tribu Bani Kaab a traumatisé la population et engagé un cycle de violence. Un cheikh de la tribu a été tué et un IED a été placé sous son corps. Son explosion a provoqué la mort de quatre autres membres de sa famille. Les gens sont pris entre le groupe EI et les milices qui tentent chacun de coopter des soutiens. On ne sait jamais à qui se fier. Le *hashd* arme parfois les gens, mais pas assez pour qu'ils aient réellement du pouvoir. En retour, ils se font attaquer par des habitants dont

3. Entretien avec un fonctionnaire à Diyala, novembre 2020.

4. *Idem*.

des proches étaient au sein du groupe EI et ont été tués ou enlevés par les milices<sup>5</sup>.

Un autre habitant résume cet entre-deux intenable pour la population : « Nous faisons face à une compétition entre milices et le groupe EI qui se combattent pour prendre le contrôle des ressources du gouvernorat<sup>6</sup>. »

Dans ce contexte, l'action des milices est limitée du fait du manque de coordination avec les populations locales. Les zones d'activité du groupe EI souffrent ainsi d'un vide sécuritaire accru par le désintérêt des milices et leur racket des populations sunnites déplacées. Par exemple, « les IDPs de Diyala qui se trouvent encore à Salahadin doivent payer 5 000 \$ aux milices par famille s'ils veulent pouvoir rentrer à Diyala<sup>7</sup> ». Cette situation renforce la capacité du groupe EI à se déplacer dans la zone. « Au nord de Khanaqin, sur 75 villages, il n'y en a plus que 35 à cause du groupe EI et des milices. [...] Autour de Khanaqin, sur 39 villages seuls 15 demeurent<sup>8</sup>. »

En raison de l'absence de structures administratives fonctionnelles et de répression milicienne, les opérations sécuritaires successives contre le groupe EI sont peu efficaces. Le système politique contrôlé par le clan Tamimi-Badr s'accommode d'une violence généralisée sur la société et d'affrontements de basse intensité avec le groupe EI. Sa stabilité, qui passe par le contrôle des réseaux économiques et des élections, n'est pas remise en cause par les attaques du groupe EI qui touchent principalement des civils situés dans des zones marginales du gouvernorat. Par exemple, le nombre de fermiers tués entre Jawlula et Khanaqin est important, presque 40 assassinats entre février et avril 2021, mais aucune action des milices n'est entreprise pour sécuriser les campagnes.

5. *Idem*.

6. Entretien avec une activiste kurde irakienne, responsable d'une ONG à Diyala, novembre 2020.

7. Entretien avec un conducteur de camion entre Khanaqin et Bagdad, janvier 2020.

8. Luqman, membre du bureau politique du PDK à Kalar, janvier 2020.

Face à la passivité des milices, les techniques du groupe EI ont changé depuis 2019. L'organisation se regroupe dans des zones rurales et essaie d'étendre ses actions vers les villes. Par exemple, la zone entre Jaluwla et Khanaqin est redevenue un foyer actif avec des réseaux souterrains. Le nombre de kidnappings est nettement en hausse avec une politique de terreur pour relancer le conflit confessionnel. Depuis début 2020, on note un changement dans la lutte contre le groupe EI avec un redéploiement de l'armée irakienne qui tente de pallier la passivité des milices.

L'armée irakienne et la police couvrent de nombreuses zones, à l'intérieur ou à l'extérieur des villes. À Jaluwla l'ISF est à l'extérieur de la ville, dans les villages. À l'intérieur, c'est la police avec le soutien du *hashd*<sup>9</sup>.

Mais malgré les déclarations régulières des forces de sécurité annonçant leur « succès », la situation change peu. Faute de possibilité de repenser le contrôle local, le groupe EI reprend ses attaques après chaque opération de ratissage.

9. Entretien avec un habitant de Jawlula, avril 2021.

## CONCLUSION

En conclusion, il convient d'interroger la capacité du modèle milicien à se pérenniser et à affirmer un nouvel ordre politique. Actuellement, on observe une polarisation croissante entre les groupes miliciens et la population qui subit leur emprise. Pourtant, face au mouvement de protestation, ces groupes sont dans une situation de force, disposant de postes au sein de l'État irakien et du soutien de l'Iran. Ainsi, depuis la fin de la guerre contre le groupe EI, Téhéran est devenu le principal acteur de la crise irakienne. Ajouté à un niveau de corruption désastreux, l'ancrage politico-milicien dans l'État paralyse toutes tentatives de réformes. En conséquence, l'emprise croissante du système milicien sur l'appareil étatique se traduit par un tournant en faveur de groupes pro-iraniens dans la trajectoire du système politique irakien post-2003. L'inscription du système milicien dans la durée approfondit la faillite des capacités de gouvernance de l'État irakien et ouvre la voie à un retour de l'insurrection armée dans les provinces délaissées par le gouvernement. La particularité de cette configuration est que, contrairement à avant 2014 où l'armée irakienne était déployée en masse, mais peu ancrée localement, la majorité des villes sont actuellement sous le contrôle d'appareils miliciens dont l'ancrage interdit tout retour du groupe EI *intra-muros*. Cette situation explique que, malgré un retour de l'insurrection dans les zones rurales, les villes sont encore peu touchées par le phénomène. Le quadrillage sécuritaire développé par le système milicien parvient ainsi à tenir les villes et les axes stratégiques, mais détruit l'État de l'intérieur, hypothéquant tout modèle de gouvernance viable sur le long terme.

Le nouvel ordre politique promu par les milices pro-iraniennes est ainsi porteur d'une instabilité structurelle et fait du recours à la violence le mode de régulation habituel des conflits sociaux-économiques. Ce blocage institutionnel explique en retour l'absence de réponse aux difficultés socio-économiques et favorise une dynamique de crises à répétition avec le risque d'une reprise de l'insurrection sunnite.

# LE RÉGIME MILICIEN IRANIEN EN IRAK

## LES MILICES CHITES PRO-IRANIENNES À LA CONQUÊTE DE L'ÉTAT

Dr Arthur Quesnay

Depuis 2003, la guerre civile irakienne peine à se stabiliser sous l'action des organisations politiques, créant une dynamique de crises à répétition exacerbée par les ingérences étrangères, notamment iranienne. Le principal facteur de ces conflits est politique : les partis irakiens jouent un rôle déterminant dans la guerre civile, instrumentalisant les soutiens internationaux pour s'ancre dans l'État et s'imposer à la population. Dans ce contexte, la guerre contre le groupe État islamique (2014-2017) a permis la montée en puissance des groupes paramilitaires pro-iraniens qui tentent d'imposer un nouvel ordre politique. Cependant, plusieurs défis se posent à leur ambition hégémonique, en particulier leurs revers électoraux, la difficulté à produire de la gouvernance et l'hostilité croissante de la population.

ÉTUDE – n° 92